

T 2137 - 756 - 10,00 F  
3792137010003 07560

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°756 JEUDI 15 JUIN 1989 10,00 F

## CHINE

# L'ARMÉE DU PEUPLE TIRE SUR LE PEUPLE !



**KHOMEINY :  
La mort d'un  
dictateur  
obscurantiste.  
PAGE 9.**

**A**LORS que le mouvement étudiant était, fin mai, à la recherche d'un second souffle, et que le pouvoir semblait jouer la carte du pourrissement, la Chine a brutalement basculé dans l'horreur dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juin : 1 400 morts et 10 000 blessés, selon le bilan officiel, à Pékin. L'armée est sur le devant de la scène, et alors que Deng Xiaoping et Li Peng restent invisibles, Yang Shankun apparaît comme le nouvel homme fort. Désormais, c'est le spectre de la guerre civile qui menace. Mais comment a-t-on pu en arriver là ?

**Li Peng**

Le 25 mai, Li Peng reparait à la télévision et défend sa décision de

recourir à l'armée pour « *mettre un terme aux manifestations de Pékin* », afin de « *protéger la stabilité et l'unité* ». Les partisans de la ligne dure semblent l'emporter à nouveau, même si le gouvernement et le parti restent profondément divisés. Des rumeurs de « charrettes » dans les milieux intellectuels se font insistantes, Zhao Ziyang serait en résidence surveillée, et les ouvriers sont interdits de manifestation sous peine de retenue de salaire, voire de licenciement.

La presse, à nouveau muselée, présente le mouvement étudiant comme « *un complot visant à renverser le parti* », alors qu'au soir du 26 mai, ils ne sont plus que quelques milliers à occuper la place Tian Anmen, que certains parlent même d'évacuer. Dans l'ombre de Li

Peng, c'est à nouveau la vieille garde qui redresse la tête, fermement accrochée au dogme de l'ordre socialiste absolu, mais elle doit composer avec une armée de plus en plus présente et soucieuse de sa réputation : « *L'armée du peuple ne peut réprimer le peuple* »...



(Lire suite page 6).

F°P.2520

## communiqués éditions

## • CREUSE.

Une liaison vient de se créer dans la Creuse, elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures.

## • MARSEILLE.

Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

## • SEVRAN-BONDY.

Comme chaque année, le groupe de Sevrans-Bondy de la FA participera à la fête des associations de Bondy les 24 et 25 juin. Le groupe invite tous les sympathisants des idées libertaires à prendre contact à cette occasion avec les militants locaux de la FA.

## • ARLES.

Le groupe FA d'Arles invite toutes les personnes intéressées à le rejoindre, soit par l'intermédiaire des Relations intérieures, soit sur le marché le samedi matin (les mois de juillet et d'août exceptés).

## • SÈTE.

Une liaison de la FA existe sur Sète. Les personnes qui veulent entrer en contact avec elle peuvent passer par les Relations intérieures.

## • DIGNES-LES-BAINS.

Un groupe est en cour de formation à Dignes-les-Bains (04), pour toute demande de contact, passer par les Relations intérieures qui transmettront.

## • MONTREJEAU.

Une liaison vient de se constituer à Montrejeau. Elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures.

## éditions

## • « LA MISTOUFE ».

Le numéro 2 de « La Mistoufe » est sorti. Il comporte 16 pages et reste gratuit, néanmoins les abonnements de soutien seront les bienvenus. Rappelons que « La Mistoufe » est un journal d'information et d'expression libertaire couvrant la région de Dijon. Pour vous le procurer, écrivez à : « La Mistoufe », 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Le numéro 3 sortira début septembre.

## • POCHOIRS ET JEU DE L'OIE.

Le groupe Benoît-Brouchoux de Lille diffuse une série de pochoirs, l'épreuve sur papier ou le pochoir lui-même (Proudhon, « chat libertaire », « Charlot prisonnier », etc.). Pour tout renseignement, s'adresser au Centre culturel libertaire. D'autre part, le groupe Benoît-Brouchoux diffuse un jeu de l'oie libertaire, pour toute commande (55 F, port compris), écrire au Centre culturel libertaire : 1-2, rue Denis-du-Péage, Lille (tél. : 20.04.66.06, permanence le samedi de 15 h à 19 h).

Abonnez vous !

## LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

## BULLETTIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien Chèque postal  Chèque bancaire  Autre 

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

## • « OEILLETS ROUGES »

Le numéro quatre des « Oeillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positiver les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les Oeillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



## • AUTOCOLLANTS.

Le groupe Carlo-Caffero a édité deux autocollants en noir et rouge sur le thème « Contre l'Europe des patrons et des Etats, révolution ! ». Ils sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, au prix d'un franc l'unité et de 0,50 F pour les commandes supérieures à 10 unités.

## • BRIQUETS ET BADGES.

La Fédération anarchiste de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets « A cercle » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Chat noir » (sur fond rouge, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande : « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

## • SOUSCRIPTION 89.

L'édition de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine s'achève. Le livre est sous presse, et il sera disponible en juillet au prix de vente de 130 F pour 465 pages. D'ici là, notre souscription reste toujours valable (110 F pour le Kropotkine et 110 F pour l'ouvrage collectif : « Les anarchistes et 89 », à paraître le 4<sup>e</sup> trimestre 1989). Les chèques doivent être libellés à l'ordre de Gaetano Manfredonia. D'autre part, les autocollants « Non aux consensus » et « Travailleurs organisons-nous » sont toujours disponibles (30 F le paquet de 50 exemplaires).

## • AFFICHE.

Le groupe de Sevrans-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.



## éditions

## • « FEMMES A L'OUVRAGE ».

Des militantes de la Fédération anarchiste viennent de publier une brochure sur le travail des femmes : « Femmes à l'ouvrage ». Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris XI<sup>e</sup>) au prix de 50 F.

## • « LE FARFADET ».

Le groupe de Nantes nous annonce la sortie du n° 6-7 de son journal, « Le Farfadet ». Il vous en coûtera 6 F, plus 4 F de frais de port, à envoyer à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », c/o Radio Alter-Nantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. « Le Farfadet » est aussi en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## • « CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ ».

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste vient de réaliser une brochure, éditée par « Contre Courants », sur le chômage et la précarité : « Chômage et précarité, où va-t-on ? J'vous le demande ! ». Cette brochure est disponible pour la somme de 15 F en écrivant à : « Contre Courants », c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

## • AFFICHES.

Le groupe d'Anizy-le-Château a édité une affiche de soutien à Bruno Guillore, inouïs emprisonné et militant de la FA. Elle est disponible au prix de 3 F l'unité, en soutien, à la librairie du Monde libertaire.



## • « GARE L'EXPLOSION »

Les éditions Partage Noir viennent de rééditer une brochure de Jean-François Varlet écrite en 1794 : « Gare l'explosion ! ». Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F.



## • « VOLONTÉ ANARCHISTE ».

Pour ce 35<sup>e</sup> numéro de « Volonté anarchiste », le groupe de Fresnes-Antony a choisi « Le communisme libertaire », d'Isaac Puente, dont l'influence sur la révolution libertaire de 1936 fut considérable. Une préface de Frederica Montseny préserve et restitue ce texte dans le contexte pré-révolutionnaire des années 30. Le compagnon espagnol Abel Ramirez a fourni la première biographie française d'Isaac Puente, assassiné au tout début de l'insurrection franquiste. Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire. Le meilleur soutien, pour « Volonté anarchiste », est bien sûr l'abonnement (180 F pour 8 numéros), versements à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (CCP 21600 42 C Paris).

## Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une nouvelle série de cours. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

• Le 20 juin : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.  
• Le 27 juin : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII<sup>e</sup> (métro Blanche).

Tout ce que  
vous avez toujours  
voulu savoir  
sur l'anarchisme  
sans jamais oser  
le demander ...

...est à la librairie  
du monde  
libertaire  
145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> République. Tél. 48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

1989

### Le déclin du marxisme

Un meeting de l'extrême gauche pour les élections européennes, un orateur a déclaré, paraphrasant Karl Marx : « Le spectre du communisme ne hante plus seulement l'Europe, il hante le monde et c'est l'avenir de l'humanité ». Il nous semble à nous anarchistes que c'est exactement le contraire, à moins que le



Gorbachev.

communisme ne soit pas celui qu'on nous propose à l'Est depuis Yalta, mais celui, libertaire, qui animait les militants de la makhnovitchina en 1921 et ceux de la CNT et de la FAI en 1936.

#### Un modèle qui s'écroule

Car avec les derniers événements tragiques de la Chine, c'est peut-être un des derniers modèles du communisme qui s'écroule.

Finis le communisme triomphant dans les pays de l'Est ; à Cuba où les dirigeants étaient élus à plus de 90% des suffrages sans autres listes ; fini le credo selon lequel il ne fallait pas faire « d'ombre aux paradis ouvriers ».

Mais plus que la faillite des pays qui se réclament du socialisme, c'est celle du modèle de l'Etat marxiste qui périclité dans nos pays occidentaux.

Dans les années 20, critiquer le manque de démocratie en URSS, c'était faire le jeu de la bourgeoisie et du capitalisme ; mais peu à peu Staline... Alors les intellectuels de gauche et les révolutionnaires marxistes se sont tournés vers d'autres mirages : la Yougoslavie, Cuba, la Chine.

Fallait pas critiquer y'avait des avancées... même des tendances libertaires s'il fallait croire ceux qui ne voyaient dans les anarchistes et leur force militante que du grain à moudre.

Aujourd'hui, les modèles se sont cassés et les militants, de l'extrême gauche au PCF, doutent. L'Etat russe ouvrier dégénéré et les discussions autour c'est presque fini, l'arrogante « supériorité du marxisme » a du plomb dans l'aile. Un communiste renouveau de l'Hérault, interviewé par l'hebdomadaire *Politis* peut même déclarer : « Qu'est-ce qu'ils découvrent les Russes ? La dimension humaine du communisme, les pulsions libertaires que tout individu porte en lui et qu'il faut bien respecter. »

L'Etat modèle n'est plus, et le parti ouvrier lui survit à grand peine. Dans les pays de l'Est, les drapaux noirs sont présents dans les manifestations. Ils témoignent d'un courant du socialisme qui ne veut ni du marxisme ni du capitalisme. Bonne chance donc à Golos Trouda et aux autres !

Alexis PIERRE

## POLOGNE

# Magouilles électorales



Walesa et Jaruzelski

Les hommes de pouvoir communistes et syndicaux sont prêts à une coalition d'unité nationale et à une cogestion de la crise économique.

L'été 1989 va être déterminant pour la Pologne, et les retombées internationales seront d'importance. Dans les pays de l'Est, cela

va accentuer les coûts de butoir contre le monde bolchévique, idéologiquement moribond, mais toujours au pouvoir. En Occident, le capitalisme libéral y gagne une caution idéologique supplémentaire et espère de cette faille à l'Est une ouverture de marchés économiques.

L'armée et la police, complètement inféodées à l'appareil du parti restent une menace permanente ; voyez la Chine...

L'épiscopat polonais joue sur les deux tableaux : sa « droite » est battue aux élections, sa « gauche » est légitimée électoralement, grâce aux cléricaux de Solidarité propulsés vers le pouvoir.

Le syndicat polonais, dont la majorité victorieuse aux élections oscille entre la démocratie chrétienne et la social-démocratie laïque, doit rêver d'une situation nouvelle où l'on puisse être à la fois gouvernant et gouverné...

Si le pluralisme politique est instauré en Pologne, une cassure syndicale est fort possible. Dans les entreprises et les quartiers, l'exploitation et la misère règnent toujours. Solidarité va avoir un congrès difficile dans les mois qui viennent, et on peut penser que les minorités en son sein, dont les libertaires, auront un rôle déterminant à jouer.

Si nos compagnons polonais peuvent profiter de cette nouvelle situation sociale pour se structurer, à nous de tout mettre en œuvre pour les soutenir.

Alain CRAPAUD

## POLOGNE

# Ils veulent le changement

Le premier tour des élections polonaises, Solidarité obtient donc la presque totalité des sièges au Sénat (élections totalement libres) et tous ses candidats à la Diète sont élus. Le POUP (Parti ouvrier unifié polonais) subit une cuisante défaite. Mais, en fait, la situation se complique et le plébiscite en faveur de Solidarité n'est qu'apparent.

Ces élections résultent des fameux accords de la « table ronde » entre le pouvoir et Solidarité. Le pouvoir présentait une liste nationale bloquée de 38 personnalités. Il leur fallait 50% des voix pour être élus. Solidarité n'avait pas donné de consigne, et Lech Walesa, lui-même, avait annoncé qu'il voterait la liste en ne rayant qu'un seul nom. Les Polonais n'ont pas suivi le syndicat et ont rayé massivement tous les noms. Solidarité a accepté

que le pouvoir « s'arrange » pour fournir ses 65% réservés et, au moment où cet article est écrit, 33 personnalités sur 38 sont remises en course avec la bénédiction du syndicat. De la même manière, l'Eglise, qui a essayé de donner un coup de pouce à deux candidats démocrates chrétiens de droite en les recevant la veille des élections par l'intermédiaire du premier primat de Pologne, Mgr Glemp, a été désavouée par les Polonais, qui ont voté pour Solidarité.

#### Un avenir incertain

D'autre part, il y a eu 37% d'absentions. Le pouvoir et Solidarité attendaient plus de 80% de votants. Même si certains n'ont pas voté par scepticisme, beaucoup n'apprécient pas l'attitude trop conciliante de Solidarité. Dans un pays où il y a encore quelques mois on était soit communiste, soit catholique (au sens large), il est facile de comprendre que l'alliance avec le POUP soit comprise comme de la collaboration, voire de la trahison, comme le disaient les manifestants à Gdansk (et dans d'autres villes) le 1<sup>er</sup> mai, en sifflant Lech Walesa. Comment admettre que le pouvoir ait 65% des

sièges après un désaveu aussi total, explicite des votants et implicite des abstentionnistes.

Le piège tendu aux Polonais par le pouvoir semble le même qu'en 1980. Yann Bisztyga, porte-parole du comité central, a déclaré : « Le risque était calculé, l'opposition doit à présent assumer sa coresponsabilité pour maintenir l'ordre dans le pays ». Le pouvoir sait que la situation économique est très mauvaise. Les prix devraient augmenter et ces augmentations ont toujours provoqué des grèves très dures. En 1981, Jaruzelski avait provoqué l'état de guerre devant l'incapacité de Solidarité à maintenir la paix sociale. Le même rôle est assigné à Solidarité, avec en plus, peut-être, l'idée d'un régime parlementaire comprenant le syndicat ou un parti issu de lui. Il y a volonté de réforme de la part du POUP, et Solidarité doit l'aider à ce que cela se fasse en douceur et en partageant les privilèges qu'il ne s'agit pas d'abandonner. Les Polonais ne semblent pas partager cette vision. Ils ne veulent pas transiger avec leur liberté. Contrairement à ce qu'on peut penser, les chars ne sont peut-être pas loin.

VICTOR

#### Vers la cohabitation ?

Allons-nous voir la Pologne vivre une situation gouvernementale de cohabitation ou de consen-



## Editorial

COMMENT la gauche s'y prend-elle pour appliquer une politique de droite ? Nous en avons une nouvelle fois l'exemple : l'extension des pouvoirs des gardiens de la paix avait été votée au Parlement en 1985, mais cette loi n'avait pas été mise en application jusque-là ; M. Joxe, soucieux de l'avenir de la « sécurité des citoyens » dans la société de 1993, s'est saisi de cette loi pour continuer de mettre en place les jalons d'une politique européenne pseudo-démocratique.

Il est quand même effarant de voir que c'est avec des arguments prétendument d'amélioration du service public que l'on accroît les pouvoirs des gardiens de la paix aujourd'hui. Mais oui ! Si l'on permet aux gardiens de la paix de traiter les affaires judiciaires en plus de la « sécurité publique », les commissariats pourront mieux répondre aux demandes des usagers... Déjà qu'ils usaient et abusaient de leurs pouvoirs, il y a fort à craindre que ces cow-boys des grandes villes ne se sentent plus.

« A l'école de la gauche », Joxe a beaucoup appris et sait manier le vocabulaire pour prendre les gens dans le sens du poil. N'est-il pas plus noble intention que celle de vouloir répondre à la demande de la population ? Pour mieux vous servir, nous allons permettre aux fils de traiter les affaires judiciaires soulevées par les citoyens. Ainsi « justice » pourra être faite plus vite, et quelle justice ! Une politique intérieure alignée sur celle des autres pays européens : une Europe verrouillée pour les immigrés et ouverte pour les capitalistes ! Pour cela, il est sûr qu'il faut remanier quelque peu notre politique intérieure. Joxe, en fidèle valet, s'en fait un bon exécuter.



SUD

## Grève dans les Télécoms Paris

TOUT a commencé au début du mois de mai avec les agents du service des lignes de Paris. Pour des raisons obscures, ces agents étaient rattachés administrativement aux CPE (Centre principal d'exploitation) alors qu'en banlieue ils étaient rattachés aux CCL (Centres de construction des lignes), ce qui entraînait une disparité importante en matière indemnitaire : près de 1 000 F de moins sur les indemnités de sortie !

### Un effet de contagion à grande vitesse

C'est sur cette question, ainsi que pour demander l'arrêt de la sous-traitance d'une bonne partie de ces travaux, que les agents ont entamé une grève qui s'est étendue comme une traînée de poudre. En moins d'une semaine, 90% des agents étaient en grève. Au bout de huit jours d'une grève unitaire, dans laquelle les assemblées générales des grévistes ont pris des décisions souveraines que les deux syndicats impliqués dans l'action (SUD et CGT) ont respectées à chaque fois, ce qui a incontestablement contribué à forger la force du mouvement, la direction cédait sur la revendica-

tion indemnitaire. Résultat : 900 F de gain en moyenne par mois. La direction craignait un effet de contagion ; elle n'avait pas tort !

Après le bleu de travail des lignards, ce fut au tour du costard-cravate des ATTACO (attachés commerciaux) d'entrer dans la danse pour réclamer une revalorisation de leur fonction. Les agents des lignes spécialisées s'y mettaient également, faisant planer des risques sur la retransmission télévisée de Roland-Garros ! A chaque fois, la direction a semblé prête à reculer parce qu'elle jugeait que la technicité de ces agents n'était effectivement pas assez payée.

Mais les « routiers » s'y sont mis aussi. Les agents du Service général, la plus grosse catégorie du secteur, ont entamé un mouvement largement motivé, là aussi, par les revendications salariales. Il est vrai que cette catégorie est depuis longtemps le parent pauvre des PTT en matière de revalorisation indiciaire.

Et c'est pourquoi c'est une toute autre bataille qui s'engage. Par le nombre d'agents que ces revendications concernent (plus de 20 000 en Ile-de-France), toute réponse de l'administration implique des retombées considérables en matière budgétaire. Sans oublier les possibles retombées sur la Poste, où ces agents sont deux fois plus nombreux. Pour l'instant, la Poste ne bouge pas, mais l'effet de contagion et la valeur de l'exemple aidant, rien n'est impossible.

### Le SUD à la pointe de l'action

Ces mouvements sociaux, qui resurgissent un peu partout dans les PTT, avec en toile de fond la bagarre générale qui se profile si les conclusions du rapport Prévost sont mises en œuvre et soumises au débat parlementaire à la rentrée (on parle de plus en plus sérieusement de l'abandon du statut de la fonction publique), cons-

tituent le baptême du feu du jeune syndicat SUD.

Pour le moment, il s'en sort tout à fait bien et joue l'un des premiers rôles avec la CGT, les autres syndicats se situant dans une étonnante position d'attente. La pratique unitaire développée sur le terrain porte ses fruits, et cela pourrait bien être le prélude à des surprises de taille...

Il faut remarquer en particulier que le SUD est parvenu à imposer aux autres syndicats le respect des décisions des assemblées générales ; tous ont été contraints de promettre devant le personnel qu'ils respecteraient ses décisions. C'est une première, et pour l'instant aucun ne s'est avisé de renier sa parole.

Le virus de la grève menée par les travailleurs eux-mêmes gagne un peu partout, mais ce n'est plus une coordination qui en est porteuse mais un syndicat. C'est nouveau et cela mérite d'être signalé.

LEGRAND

## SYNDICALISME ENSEIGNANT

### Cap normalisation

L'HEURE est à la norme : normalisation, casser avec la gangrène, opérer le cancer. La panoplie des outils de l'Inquisition moyennageuse hante nos bureaucraties syndicales. Kaspar ou Simbron lancent la même chansonnette, recomposons... recréons la norme.

Kaspar envoie à 67 membres du SGEN-Paris une lettre d'avertissement. Le secrétariat national du SNETAA fut exclu d'UID pour avoir refusé de s'engager par écrit à voter majoritaire lors du congrès de... 1991 (1). Au SNI-PEGC, le centralisme bureaucratique joue à plein son rôle : Daniel Colin, secrétaire général de la section du Loir-et-Cher, est démis de sa responsabilité. Celui-ci avait en effet appliqué la décision unanime du conseil syndical de ne pas isoler les PEGC des autres professeurs du second degré au cours des mobilisations qui secouèrent l'Education nationale lors de ces derniers mois. Dans le Tarn, des conseillers syndicaux sont exclus pour avoir fait connaître par la presse leur point de vue sur les lut-

tes et les revendications. A la FEN, on se soumet ou on vous démet. Le durcissement de la direction fédérale est très net. Faisant fi du fédéralisme syndical, qui soutient des débats et leur expression publique, UID joue la carte du centralisme, du monolithisme. Déjà, au cours du congrès de La Rochelle, la majorité écrasée de tout son poids les courants minoritaires, exacerbait les débats à la mode parlementaire et le poids bureaucratique : les minorités ne peuvent que se taire, ne pas exprimer leur point de vue sur la scène publique. Les tribunes de débat disparaissent de la presse syndicale, l'information du haut vers le bas s'arrête au corps intermédiaire que présente les directions départementales. Et le referendum à la gaulloienne qui a clôturé les mobilisations des instituteurs décharge complètement les sections départementales de toute initiative politique. La courroie saute largement des échelons et en avant le syndicalisme à la mode partidair. « Nous sommes le grand syndicat du parti au pou-

voir, notre rôle est d'enregistrer, d'orchestrer une acceptation d'une politique définie ailleurs dans les sphères du gouvernement ». Pour ce faire, le syndicalisme à la française, héritier malgré lui d'une tradition fédéraliste et de transformation de la société, est un poids, est inutile, voire inadéquate ; tournons-nous vers un syndicalisme social démocrate qui élargira sa base, non plus sur une plate-forme revendicative, mais sur le type de services rendus ou offerts, tel apparaît le discours d'UID. L'ère de la direction centraliste fut ouverte par la CFDT, la FEN semble accrocher ses wagons à la locomotive de la normalisation. Mais si, malgré les discours, le paraître du langage unitaire, les bureaux dirigeants et ordonnent en cercle fermé, pouvons-nous penser pour autant que le réformisme enterré par les héritiers du PS a donné naissance à un type de syndicalisme plus proche des travailleurs, plus près des aspirations de l'ensemble des personnels ? La base de syndiqués s'élargit-elle ? Si la langue de bois, les batailles bureaucratiques internes en ont épuisé plus d'un, est-ce pour autant que le phénomène coordination, ressenti comme une cassure, une offense, par Kaspar et Simbron soit le seul responsable de « l'empêcher de syndiquer en rond » ? Les minoritaires mis à la porte, les mouvements de lutte cassés par ces directions syndicales (que ce soit celle du SNI ou du SNES), l'horizon bleu-gris de la recomposition syndicale se faisant sur le dos de la démocratie directe, du musellement des courants traditionnels du syndicalisme, va-t-on voir un raz de marée de cartes syndicales ? Va-t-on assister à l'émergence d'un syndicalisme social-démocrate, interlocuteur privilégié des patrons et du pouvoir ? Rien n'est moins sûr. Si pour l'heure les minoritaires révolutionnaires sont... minoritaires, les directions bureaucratiques sont assises, quant à elles, sur des sables mouvants. L'heure est à la recomposition, soit, mais la quelle ?

T. ROSELL

(1) Le SNETTA syndique les professeurs de LEP.

Claude NEPPER

IMPOTS

## La grève !

LE 6 juin, la grève des finances a été un grand succès. Cinquante pour cent des personnels avaient cessé le travail, et 10 000 personnes se sont retrouvées dans la rue, entre le ministère à Bercy et Palais-Royal. Dans certains services, les taux de grévistes ont atteint 98%, du jamais vu dans cette administration.

Charasse et Bérégovoy n'ont pas montré le bout de leur nez, mais ils avaient placé les gardes mobiles en nombre, par crainte des douaniers que ces tristes sires avaient recus à coups de matraques à La Rochelle le 25 mai dernier, quand ils discutaient de 1 500 suppressions de postes aux douanes. La lutte continue, les agents du Trésor public bloquent toujours les chèques dans les perceptions (ce qui a déjà fait reporter le paiement du deuxième tiers de l'impôt sur le revenu). De leur côté, les agents des impôts se mobilisent pour une action le 22 juin. Une lutte à suivre...

PHILIPPE (Gr. Louise-Michel)



## Salut Hortensia Ines, Salud y anarquia

Plusieurs dizaines de personnes se sont retrouvées, mardi 6 juin, pour accompagner Hortensia Ines dans son dernier voyage. Pour ceux qui l'ont connue, Hortensia, c'était un sacré bout de femme : toujours prête à accueillir, à discuter, à aider, à faire la fête et à pester contre l'Etat, l'armée et les curés. C'était une de ces militantes libertaires que l'on n'oublie pas. Le groupe Albert-Camus partage la peine de ses proches et leur présente ses sincères condoléances.

Salut Hortensia ; « Salud y anarquia » !

Gr. Albert-Camus de Toulouse

## Grève dans les crèches

Mal payées, sous qualifiées, les puéricultrices, éducatrices de jeunes enfants sont depuis 15 jours, et ce en moyenne deux fois la semaine en grève. C'est ainsi que la grande majorité des crèches municipales de la ville de Paris ont été fermées mardi et jeudi de la semaine passée ; et cette semaine encore, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC et autonomes.

Pour l'heure, Chirac est silencieux. Les parents, eux, ont été sollicités pour ne pas payer, et cela devrait faire, à terme, céder la Mairie de Paris. Un exemple à suivre d'une solidarité concrète entre usagers et personnels.

A. D.

## en bref...en bref...

### • FÊTE POUR « COURANT ALTERNATIF ».

Fête de soutien à *Courant Alternatif* le samedi 24 juin, 33, rue des Vignoles, Paris XX<sup>e</sup> arrondissement (métros : Avron ou Buzenval), à partir de 19 h (entrée : 20 F ; repas : 60 F), avec animation musicale.

### • FÊTE POUR LE CAES.

Fête du Centre autonome d'expérimentation sociale les samedis 17 et dimanche 18 juin, à partir de 14 h, au 1, rue Edmond-Bouté, 91130 Ris-Orangis (tél. : 69.43.07.55). Au programme : skate, symposium d'arts plastiques, cinéma, animation enfants, théâtre. Concert le 17, avec : U = RI (rock), Charlie Bad Goose (rock-blues) ; et le 18, avec : Batucada, Jam Salam (reggae).

### • CONFÉRENCE-DEBAT.

Conférence-débat et projection de diapos sur le thème *La peur de la nature* (Ed. Le sang de la terre), avec la présence de F. Terrasson, scientifique du muséum d'histoire naturelle, qui se consacre à l'approche sociologique et psychanalytique des rapports entre l'homme et son environnement. Elle est organisée par la librairie La Gryphe et le groupe écologiste de la DOUA le samedi 17 juin, à 15 h, au CEP, 44, rue Saint-Georges, à Lyon (tél. : 78.37.42.77).

### • « COURANT ALTERNATIF ».

Le numéro 87 de *Courant Alternatif* de juin est paru. Au sommaire : l'état général de la santé ; les lycéens face au mouvement des enseignants ; dossier Kanaky ; Pologne ; URSS ; répression contre les réfractaires à l'armée.

### • CAMPING OCL.

Le camping de l'OCL se déroulera du 22 juillet au 7 août à Dauphin, aux « Deux Moulins de Gontrand », près de Forquallier, dans les Alpes-de-Haute-Provence.

RENNES

## Destruction d'un squatt

**A** la différence de la Hollande ou de Berlin, les squatts ne font pas recette en France. Est-ce dû à un désintérêt de la population militante pour ce mode marginal de logement ou à la qualité de la répression ? Il n'en est que plus important de remarquer les initiatives des occupants rénovateurs ; surtout aujourd'hui, alors que les sans-abri sont de plus en plus nombreux. Ainsi à Rennes, un groupe de jeunes (dont la plupart font partie de la CLEA (1)) a décidé d'utiliser une maison appartenant à la mairie, et laissée volontairement à l'abandon, pour se loger. En effet, la municipalité dispose d'un parc immobilier de plusieurs centaines d'habitations qu'elle mure et laisse se délabrer, afin de disposer un jour de terrains pour ses aménagements urbains (quand ils ne sont pas rachetés pour une bouchée de pain par les conseillers municipaux ou leurs amis). Il s'agit, soit dit en passant, d'une violation du code des communes qui fait théoriquement obligation au maire de mettre à la disposition des sans-logis les logements inhabités.



Nos camarades ont donc choisi une superbe maison blanche en bordure de canal, d'environ 180 m<sup>2</sup> avec jardin, vide depuis plusieurs années. Après s'être renseignés auprès de la permanence squatt à Paris, ils ont procédé à toutes les formalités d'usage permettant de prouver à postériori qu'ils occupaient une maison abandonnée, et qu'ils la rénoveraient. Suite à quoi, ils ont commencé le nettoyage et la remise en état ; une centaine de sacs poubelle pleins dans le jardin en témoignent.

Il n'a fallu qu'une quinzaine de jours aux occupants rénovateurs pour se voir expulser *manu militari* par la police, chiens et violences à l'appui. Bien entendu, cette expulsion est illégale car elle s'est faite sans décision du juge des référés, seul habilité par la loi à décider la mise à la porte des squatters.

La police ne s'embarrasse pas de la loi, ce n'est pas nouveau. Par un « malheureux hasard », les pompiers ont procédé le lendemain à un essai d'incendie, ce qui a détruit la maison et bien sûr toute possibilité de la récupérer.

On le constate, l'arsenal répressif de la mairie de Rennes en matière de logement sauvage est bien huilé. Cependant, la riposte s'organise. Un tract et l'information des journalistes ont permis un article sur le squatt dans *Ouest-France*, placé avec un humour acide au beau milieu d'une page entière consacrée à la grande fête des droits de l'homme organisée par la mairie.

Le droit à un logement décent pour tous n'est-il pas l'un des premiers d'entre eux ? En cette période de commémoration révolutionnaire, l'humour républicain n'a pas fini de faire grincer les dents des plus démunis.

FRANCK (Rennes)

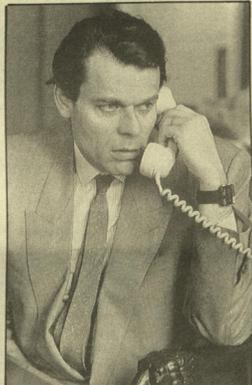
(1) Coordination des lycéens et des étudiants anarchistes.

LYON

## Le SCALP

**A** l'heure où certains professionnels de l'antiracisme et des droits de l'homme semblent mettre en veilleuse la pratique antifasciste, il se trouve encore quelques courageux pour dénoncer le Front national. Le samedi 3 juin 1989, cela a été le cas à Lyon, où le SCALP « Géronimo » (1) a appelé à une manifestation, place Bellecour, en vue de protester contre la venue de Jean-Marie Le Pen. Vers 17 heures, ce sont entre 120 et 150 personnes, lycéens, étudiants et jeunes travailleurs pour la plupart, qui se regroupèrent sur la célèbre place lyonnaise. A 17 heures 30, le cortège s'ébranla aux cris de « La jeunesse emmerde le Front national » et de « Le Pen t'es foutu le SCALP est dans la rue ».

Après la traversée du centre-ville, sous les yeux de badauds amusés ou interloqués, la manifestation se vit interdire les abords de l'hôtel de ville par un cordon de CRS. Il fut alors décidé par les militants antifascistes de se diriger en direction de la Croix-Rouisse, quartier connu comme étant un haut lieu de l'alternative libertaire. Le défilé ayant été trop rapide au goût de certains, les manifestants entreprirent de faire demi-tour en direction de la place des Terreaux où se trouve l'hôtel de ville. C'était sans compter sur les forces de l'ordre, qui bloquèrent le passage. L'atmosphère changea alors radicalement, place Tobie-Robatel, où les CRS chargèrent une première fois, sous les cris traditionnels de « CRS = SS ». En se repliant, le gros de la manifestation se retrouva place Sathonay, où de nouveaux incidents éclatèrent aux abords du commissariat du premier arrondissement. Là, un « scalpeur » tentant d'agripper un CRS fut interpellé. Les affrontements se prolongèrent de rue en rue sur les pentes de la Croix-Rouisse. Aux jets de pierres et de boules répondirent les grenades lacrymogènes. Le gaz, quelques légers bris de glaces, la mise en travers de planches de chantiers et un début d'incendie dans un tas d'ordures causé par l'explosion d'une grenade donnèrent à l'endroit une allure de guerre civile. La « guérilla » urbaine aurait pu encore durer longtemps si, vers 19 heures 30, le nouveau maire de Lyon, Michel Noir, n'était venu



Michel Noir.

s'interposer entre les CRS et les « scalpeurs ». Traitant avec le premier magistrat de la cité, une délégation du SCALP obtint la libération du militant antifasciste interpellé et le retrait des CRS. Le calme revenu, rue Burdeau, le dernier carré de manifestants put se congratuler.

Certes ce type de manifestation n'a pas empêché la visite de Le Pen à Lyon, mais au moins cela a



le mérite d'indiquer à la population qu'il existe encore une opposition radicale au fascisme. Espérons une amplification du phénomène et un développement des SCALP partout en France, car il en va de notre liberté.

Un membre du SCALP « Géronimo » de Lyon

(1) Le SCALP « Géronimo » tient ses permanences chaque mercredi à partir de 18 h 30 au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

69° CONGRÈS DE LA LDH

## Droits de l'homme

**L** E 69° congrès de la Ligue des droits de l'homme, qui se tenait les 2, 3 et 4 juin à Paris dans les locaux de l'Assemblée nationale, était l'occasion de faire le point sur la situation des droits de l'homme dans le monde, et plus particulièrement en France, après un an de gestion socialiste de l'Etat français.

Depuis toujours, la LDH a décidé de s'ancrer à gauche, tout en conservant sa pleine indépendance de jugement et de mouvement. Cette indépendance a pu être testée lors des prestations de Michel Rocard (présent le dimanche matin dans la salle du congrès) et de François Mitterrand (allocution diffusée en vidéo). Le creux des discours prononcés n'eut d'égal que la déception des congressistes, qui s'attendaient à un geste, une information positive. Rien, tout particulièrement sur l'abrogation de la loi Pasqua. Sur ce thème, la frilosité de la démarche gouvernementale ne contribua pas à réchauffer les débats, mais renforça les « ligueurs » dans leur détermination à traquer toutes les dispositions liberticides de la future loi Joix.

Autre temps fort de ce congrès : la discussion autour du rapport de Madeleine Reberieux, préconisant l'accès à de nouvelles citoyennetés pour les étrangers, les salariés de l'entreprise, les détenus, les enfants, les jeunes et les plus démunis.

Ce congrès connut quelques moments de passion et d'émotion.

On peut citer :

- le débat sur la laïcité (proposition de restauration de la statue du chevalier de la Barre) ;
- la minute de silence observée en mémoire de J.-M. Djibouti et Ywéné Ywéné ;
- la proposition du président, Yves Jouffa, d'adhérer au sommet des pays les plus pauvres (en réaction au sommet des pays les plus riches, prévu le 14 juillet à Paris).

On peut également signaler une élection sans grande surprise au comité central, avec l'arrivée de Joëlle Kauffmann et de Bernard Delplace (FASP).

A noter l'intervention de Henri Noguères, qui illustra l'indépendance de la LDH à travers trois procès récents pour lesquels elle a assuré une partie de la défense : les dix communistes de Billancourt ; les militants de la LCR de Poitiers et les « anarchistes » de Conde-saint-Escaut.

Toujours sensibles aux problèmes internationaux, les « ligueurs » quitteront quelques instants le congrès pour participer, le dimanche 4 à 12 h 30, à une manifestation devant l'ambassade de Chine et décideront de tout mettre en œuvre pour dénoncer les manoeuvres qui se préparent à l'échelle européenne pour pratiquer une politique anti-immigrés (accords de Schengen).

Yves PEYRAUT

« JUSTICE »

## Non à la peine de 30 ans !

**A** l'initiative du gouvernement, le Parlement vient d'entamer le débat relatif à la réforme du code pénal. Selon les médias, un des points du projet gouvernemental serait d'instituer une nouvelle peine de 30 ans de réclusion, pour combler le « vide » qu'aurait laissé, paraît-il, la suppression de la peine de mort dans l'arsenal judiciaire.

En 1982, le GALP (Groupe pour l'abolition des longues peines) écrivait : « L'abolition de la peine de mort n'a pas été seulement l'expression d'une insoutenable réalité, mais aussi un acte hautement significatif d'une conception différente de la justice et du prix qu'on veut attacher à la vie d'un être humain. Or, le maintien dans le code pénal des peines de très longue durée, et notamment la réclusion criminelle à perpétuité, va à l'encontre de cette nouvelle orientation ».

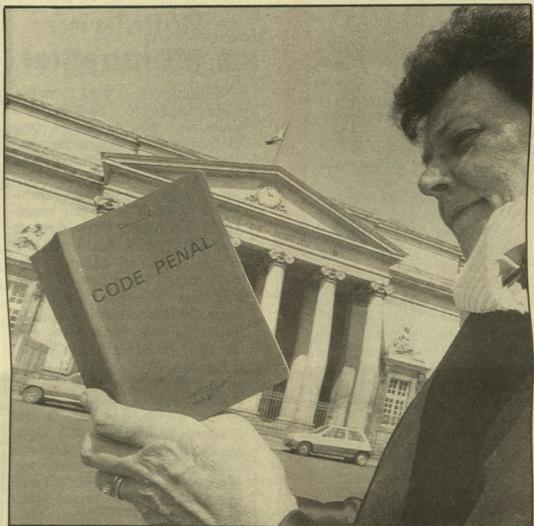
En effet, plonger une personne dans la nuit carcérale pendant plusieurs décennies, la briser, la détruire systématiquement, n'est-ce pas lui infliger une peine de mort lente, tout aussi inacceptable que la peine capitale et, en tout cas, plus hypocrite, plus perverse ? C'est en outre condamner ses proches (innocents !) à une vie entière de souffrance. Ce châtiment, imposé par la machine judiciaire, impersonnel et inexorable, est un des crimes de la société qui n'a aucune excuse ; il dépasse en horreur tout ce que l'acte individuel le plus sadique peut avoir d'atroce.

Déjà, en 1978, on a assorti les peines supérieures à 10 ans d'un « régime de sûreté » que monsieur Badinter, malgré ses déclarations humanistes, n'a jamais fait abroger. Depuis, sa durée s'est accrue... Actuellement, des centaines de prisonniers sont soumis à ce processus d'exclusion et d'élimination, aggravé pour certains par des mesures d'isolement dont on connaît les terribles conséquences. De plus, on ôte tout

espoir à ces gens en octroyant de moins en moins de commutations de peines et de libérations conditionnelles.

Et la cruauté de ce système punitif rétrograde ne suffirait plus ! On songerait maintenant à créer cette nouvelle peine éliminatrice de 30 ans ! On sait bien qu'ajouter ce

enfermement, sa remise en question, évoluent inéluctablement, tant en France qu'à l'étranger. Les mouvements abolitionnistes se développent à travers le monde : leur congrès, cette année, doit se tenir en Pologne. La prison ne sera bientôt plus perçue que comme une pratique archaïque, révoltante, inhu-



degré à l'échelle des peines ne fera pas diminuer le nombre des condamnations à perpétuité, mais permettra par contre de majorer les autres peines à temps.

Depuis longtemps pourtant, certains pays se sont efforcés, eux, de limiter la durée de la détention (de 8 à 10 ans pour la Suède, par exemple) ; récemment, l'URSS envisageait d'instituer une peine maximale de 10 ou 15 ans. La réflexion sur

maine, ainsi que le sont devenus la torture, l'esclavage, la peine de mort...

En cette année 1989, à l'heure où notre pays célèbre le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, aura-t-on l'audace de faire accomplir à la justice française ce pas de plus dans la barbarie ?

MADELEINE

CHINE

Le fascisme rouge

(Suite de la page 1).

Tenant ce nouvel équilibre des forces, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, principalement de province, et d'enseignants défient la loi martiale, toujours inappliquée, et sillonnent à nouveau Pékin le dimanche 28 mai, jour également de manifestations de soutien au mouvement démocratique chinois à l'étranger. Ainsi, à Hong Kong, plus d'un million de personnes, record historique, défilent en scandant « A bas Li Peng ! », « Davantage de liberté et de démocratie », tandis qu'à Paris, plusieurs centaines d'étudiants chinois se rendent de l'esplanade des Droits de l'homme (toujours le symbole) à l'ambassade de Chine. L'agitation persiste également dans les grandes villes de province : à Shanghai, les étudiants désertent les campus et déclarent une grève générale illimitée.

Dans la nuit du 29 au 30 mai, alors que les dirigeants du parti s'empêchent dans leurs débats pour éliminer Zhao Ziyang, dont la révocation n'a toujours pas été annoncée, les étudiants reprennent l'initiative en érigeant — dans l'axe central de la place Tian Anem, qui mène au monument aux Héros du Peuple — une réplique de dix mètres de haut, en polystyrène expansé, de la statue de la Liberté rebaptisée « Déesse de la Démocratie ». Plusieurs dizaines de milliers de personnes font la fête avec tambours et danses traditionnelles et, pour finir, pétards et feux d'artifice.

Quant aux ouvriers, si l'appel à la grève générale, lancé une semaine auparavant par les étudiants, n'a pratiquement pas été suivi : « un ouvrier chassé de son travail n'a plus ni logement pour lui et sa famille ni la moindre ressource », ils tentent de s'organiser en dehors des structures officielles, à l'instar de « l'Union autonome des ouvriers de Pékin ». Syndicat indépendant créé le 19 mai, celui-ci affirme avoir déjà 5 500 adhérents et au moins un représentant dans chacune des

Communiqué

A l'appel de la Ligue des droits de l'homme, suivie de nombreuses associations et groupements, dont la Fédération anarchiste, 12 000 personnes ont défilé de l'Opéra à l'avenue George V à Paris, le mercredi 7 juin, en soutien aux étudiants chinois victimes de la répression militaire. Nous nous réjouissons que cette manifestation appelée à la va-vite ait pu rassembler tant de monde. Cela fait plaisir quand les médias nous parlent d'une baisse du militantisme dans la population. Que la répression frappe à nos portes ou n'importe où dans le monde, nous serons prêts à réagir.

CHAPTICKS



2 000 usines de Pékin, avec des ramifications en province, notamment à Shanghai et à Wuhan. Un tel défi au parti communiste « incarnation de la classe ouvrière » apparaît à terme comme plus lourd de conséquence que la contestation étudiante : le 30 mai, Chen Yinshan, l'un des dirigeants de « l'Union autonome » et deux autres membres sont arrêtés pour « association illégale ». Le même jour, le pouvoir poursuit son offensive et fait savoir qu'il considère comme « insultante pour la dignité nationale et l'image du pays » la présence sur la place Tian Anem de la réplique de la Statue de la Liberté. Soucieux effectivement de son image à l'égard d'une opinion internationale qui jusque-là a vécu la révolution « en direct », il rappelle le 1er juin que « durant la période de la loi martiale, la couverture des événements à Pékin par les journalistes étrangers est sujette à l'autorisation préalable du bureau des affaires étrangères de la municipalité ». Le couvre-feu commence à se refermer...

les grandes villes appelant à la grève générale, tandis qu'à Hong Kong, la Bourse chute à nouveau de 22%. En outre, l'armée est divisée et des affrontements sont signalés entre unités militaires rivales. Quant à la vacance complète du pouvoir civil, elle autorise toutes les rumeurs, Zhao Ziyang à l'asile psychiatrique. A l'heure où nous écrivons ces lignes (nuit du 7 au 8 juin), Qiao

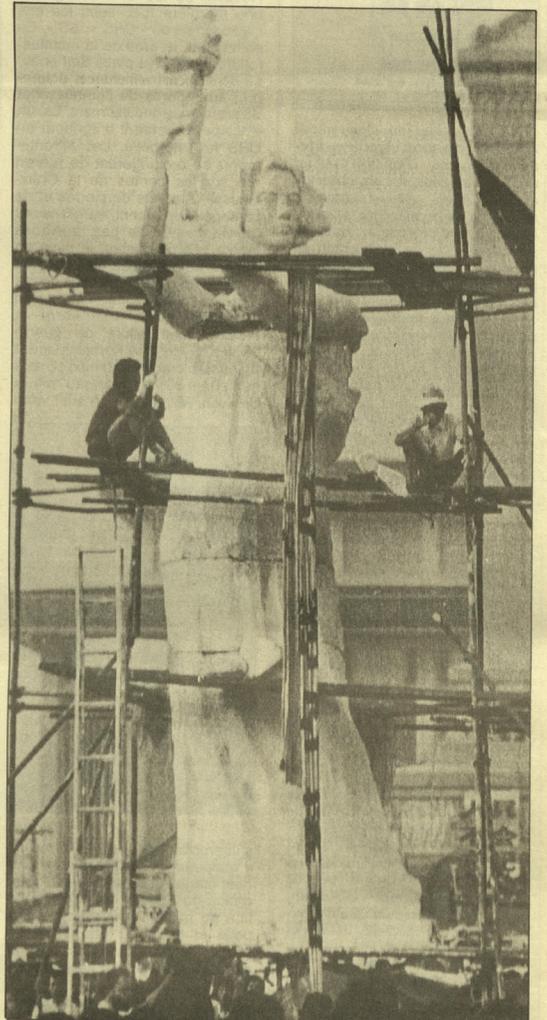
Shi, numéro 3 du bureau politique et chef de la sécurité, aurait été pressenti pour être le nouveau secrétaire général du PCC, un parti communiste dont l'essence est réduite à sa plus simple expression, celle d'un pur instrument de coercition au service du nouvel homme fort du régime, Yang Shankun.

GANDINI

Yang Shankun

La tentative de « rassemblements populaires de soutien à Deng Xiaoping et Li Peng » ayant fait long feu, et s'étant même retournée contre le pouvoir, comme à Changping, dans la banlieue de Pékin, le 1er juin, où les deux tiers des 4 à 5 000 manifestants rameutés à coups de chapeaux de paille gracieusement offerts, ainsi que du paiement de cinq yuans à titre d'heures supplémentaires, prirent le parti des étudiants venus apporter la contradiction, ce dernier décida de dépêcher au petit matin, le 3 juin, des unités de l'armée pour prendre possession de la place Tian Anem, où campaient encore quelques milliers d'étudiants, originaires de la province pour la plupart. Curieusement sans armes, sans vestes d'uniforme, ces jeunes soldats sont sidérés d'être pris à partie par une foule grandissante d'étudiants et d'ouvriers scandant en permanence « Repartez, repartez ! ». Progressivement happés, « tronçonnés », ils sont bientôt contraints de se replier sans avoir pu atteindre la place. Les durs du régime semblent avoir perdu une nouvelle bataille, d'autant que l'on est toujours sans nouvelles de Deng Xiaoping — probablement hospitalisé des suites d'un cancer de la prostate —, qui n'est pas apparu en public depuis sa rencontre avec Gorbatchev le 15 mai.

Malgré tout, Pékin ne plie pas face à la terreur, d'autant que par solidarité des manifestations monstres ont lieu en province dans toutes



La Déesse de la démocratie et de la liberté.

Solidarité à Montpellier

A Montpellier, ville jumelée avec Chengdu, capitale du Sichuan, sont présents une cinquantaine d'étudiants, surtout dans des disciplines scientifiques. Dimanche après-midi, le 4 juin, une quinzaine d'entre eux ont manifesté spontanément dans le centre-ville (accompagnés d'une trentaine d'amis français, dont l'auteur de cet article) aux cris de « Solidarité avec les étudiants », « Vive le peuple », « Vive la liberté », « Vive la démocratie », « A bas Li Peng », « A bas Deng Xiaoping ».

Mardi 6, à 18 h, sous l'égide de la Ligue des droits de l'homme et à l'appel des organisations de gauche traditionnelles, 5 à 6 000 personnes ont manifesté leur soutien aux étudiants chinois venus cette fois au grand complet. Très applaudis, leur porte-parole a lu un texte très dense dénonçant violemment la corruption et le népotisme du pouvoir communiste qualifié de « fasciste », et a demandé le soutien des amis français pour instaurer en Chine la liberté, la démocratie et les droits de l'homme.

GANDINI



## CHINE

## La société contre l'Etat

QUE ne doit-on lire, entendre et voir concernant la Chine. Ecrasés sous le choc des images, empétrés dans la démesure de l'événementiel, stimulés parfois par un exotisme macabre, les chroniqueurs professionnels ou amateurs n'en finissent pas de démêler l'écheveau. Rien ne nous est épargné : du monôme étudiant qui tourne au tragique à la revendication du modèle occidental de société, Mai 68, le bicentenaire, l'effet soumoï du sang qui coule à flot sur le cours du Dow Jones ; sans oublier les fantasmes trotskistes et ultra-gauchistes, qui voient dans la dramatisation chinoise une quête du socialisme et du communisme authentique ou, mieux encore, les prémices du dépeçage de l'Etat annoncé par les saintes écritures marxistes. Certains prosateurs, y allant d'un courage remarquable, n'hésitent pas à donner, à quinze mille kilomètres de distance, des conseils de tenue socialiste ou des leçons de conduite révolutionnaire : « *Comrade chinois, encore un effort...* »

Tout ceci apparaît d'autant plus dérisoire que s'agrandit la fracture qui fait trembler la Chine sur ses bases et que saigne le peuple chinois. Ce qui arrive aujourd'hui, en ce pays qui regroupe un cinquième des humains vivant sur la planète, et ce qui s'y prépare, sera sans doute apprécié comme l'événement politique majeur de cette fin de siècle en Asie, mais aussi, par répercussion, dans le monde.

Avant de s'être éveillée, la Chine s'est mise à trembler. Essayons de restituer la crise capitale qu'elle traverse dans son contexte historique et politique.

## De Mao à Deng, en passant par Orwell

Avant, pendant, après la guerre civile (1945-1949), Mao construit un communisme spécifiquement chinois, dissident théoriquement des conceptions marxistes orthodoxes pour ce qui concerne les processus révolutionnaires, et en opposition au modèle soviétique. Pour choisir une voie originale, il sait toutefois emprunter à ces sources et modèles les arguments justifiant notamment la fameuse « dictature du prolétariat » et le recours à la militarisation permanente. Génie de la manipulation de masse, tyran et stratège, il parvient à imposer ses vues et sa poigne non seulement à la société toute entière, mais aussi au parti communiste lui-même, n'hésitant pas à le disloquer au besoin. Ainsi, pendant la « Révolution cultu-



re) (1966-1976), il réussit à bâtir un empire digne des récits de George Orwell. Il fait s'entredéchirer les composantes de la société chinoise, lance les « Gardes rouges » (composés principalement d'étudiants et de jeunes sous-prolétaires)

à l'assaut de ce qui constitue le gros de la classe ouvrière et des cadres qui apparaissent, purgeant ainsi le parti des générations politiques qui émergent et menacent son hégémonie. Des villes aux campagnes, où les collectivisations à outrance sont conduites à marche-forcée, la société, sous tension, s'atomise. La seule dynamique unificatrice étant la préparation frénétique à la guerre « inéluctable » contre « le social impérialisme » du voisin soviétique.

Mais la « Révolution culturelle » va disparaître avec son chef d'orchestre. Le Grand Timonier disparu, l'heure est aux bilans. Certains dirigeants comprennent que les méthodes employées, efficaces sur le plan de la gestion politique et policière intérieure, ont porté la Chine au bord du gouffre dans presque tous les autres domaines, notamment économique. De plus, l'ex-Empire du Milieu reste un pays sous-développé peu à même de rivaliser avec la concurrence soviétique ou « l'impérialisme occidental ».

Deng est l'homme de la situation. Le vieux dogmatisme sait tirer profit du Printemps de Pékin (1978), il liquide ses opposants inflexibles et convainc la vieille garde que la survie du système impose une modernisation et des réformes économiques ; une ouverture donc, pour tenter de pallier les carences internes par un échange profitable avec l'extérieur.

## Réformes économiques, monolithisme politique, et crise naissante

Les réformes économiques apparaissent, l'idée de profit est progressivement réhabilitée, l'appel aux investisseurs étrangers est lancé. A l'Ouest, on félicite les dirigeants chinois dont l'ouverture servira de modèle à présenter à la gérontocratie moscovite.

Mais la vieille garde qui concède les réformes économiques reste intransigeante concernant l'hégémonie du parti sur la vie politique. S'opère simplement un transfert de l'emprise. On voit s'instaurer un « laisser-aller », un « laisser-faire » de l'initiative privée, non planifiée, ainsi qu'un émiettement des centres de décisions et la réapparition de pouvoirs locaux, l'Etat se rétractant sur ce qu'il considère être les grands leviers : administration, finances, industrie lourde, etc. Les régions sont progressivement livrées à elles-mêmes, ce qui a pour effet d'aggraver la difficulté quasi-physique qu'a l'Etat chinois à gouverner une mosaïque si complexe peuplée d'un cinquième de l'humanité.

La société civile reconstitue rapidement son tissu et s'approprie logiquement espaces et outils d'expression : des journaux parallèles apparaissent, la critique et le débat intellectuels reflourent, notamment par le biais universitaire où se discutent, par exemple, les crimes de Staline en URSS et les avancées de la pérestroïka...



En une décennie, la politique de Deng en matière d'ouverture voit naître une situation pour le moins paradoxale : alors que sur le plan politique le parti communiste prétend conduire la « dictature du prolétariat », la réalité socio-économique prend une orientation libérale, non-planifiée, donnant naissance à des déséquilibres nouveaux. Peu à peu, apparaît ce qui caractérise la nouvelle donne chinoise : la juxtaposition d'une bureaucratie totalitaire et d'une société civile encore fragmentaire, mais chaque jour plus vigoureuse et plus distincte d'un Etat censé la représenter.

Si depuis deux ans le malaise prend les formes spectaculaires d'une contestation ouverte, c'est que le régime se trouve dans l'impossibilité de résoudre structurellement cette crise. Dans un parti-Etat qui prétend représenter le peuple lui-même, le prolétariat et la paysannerie en particulier, aucune structure de représentation ou de dialogue ne peut exister... A moins de reconnaître que le parti n'a pas « toujours raison » ou que, plus radicalement, il ne représente que lui-même.

Il faudrait aux dirigeants chinois une audace nouvelle pour digérer la crise en faisant les concessions politiques qui s'imposent. Le malheur pour eux est qu'ils ne le peuvent pas, empétrés dans les dissensions internes au parti. La vieille garde maoïste, qui avait concédé les premières réformes, se crispe à présent d'autant plus que la situation lui échappe, jusqu'à priver le vieux Deng d'un successeur choisi par lui. Ce qui rend aujourd'hui la crise plus grave et la situation plus révolutionnaire, c'est justement l'addition d'une crise sociale qui éclate au grand jour avec celle, politique, qui disloque chaque jour un peu plus le parti. Chaque tendance ralliant ses troupes et tentant d'imposer ses vues en matière de politique à suivre, mais surtout luttant pour accaparer et monopoliser le pouvoir, par la force si besoin est...

## Les acteurs du théâtre chinois et leur ombre

Partie émergée de l'iceberg, les étudiants ont pris la tête du mouvement de contestation. Dans une civilisation où la culture est le bien le plus précieux et où la tradition intellectuelle reste élevée malgré des

années de répression, rien d'étonnant à ce que « l'âme » de la conscience chinoise moderne soit chargée de porter — au cœur du régime : aux portes de la cité communiste interdite, sur la place Tien Anmen — la mise en demeure au régime de se réformer. Les travailleurs urbains, le tertiaire, les ouvriers et sous-prolétaires, les

de même pour l'absence de dialogue avec la population. Le débat n'existant plus au sein du parti, comment pourrait-il avoir lieu dans la société ? De plus, avec le coup de force du 4 juin et le massacre perpétré sur la place Tien Anmen, les enjeux sont devenus plus cruciaux. Le vieillard garde ayant voulu rendre irréversible le cliage société-Etat et démontrer sa détermination à faire appliquer ses vues. L'armée, pilier du régime et bras armé du parti, se trouve traversée des mêmes contradictions que le parti puisqu'elle en est l'épine dorsale, chaque tendance opposée évaluant ce qu'elle a à perdre et à gagner dans l'action contre la population ou contre les factions rivales du parti. Comme aux temps les plus sombres du féodalisme, les « Seigneurs de la Guerre » se disputent à présent le contrôle des populations civiles. On comprendra aisément que l'hypothèse d'un affrontement militaire entre tendances n'est pas pour rassurer la population, d'autant que la guerre civile n'exclue pas la répression.

## Une révolution à l'issue incertaine, la terreur ou le chaos comme hypothèses

Quel avenir pour la Chine, et pour ce mouvement populaire porteur d'espoir ? La prudence doit être de mise, bien sûr. Laissons aux astrologues le soin de prédire les prochaines vingt-quatre heures. Ce qui est certain, c'est que quels que soient les accords « à la chinoise », toujours possibles, entre dirigeants du parti pour éviter le cataclysme ; quelle que soit la tendance qui l'emportera, elle sera condamnée à chevaucher le mouvement populaire, à court ou moyen terme, pour



reconquérir une légitimité à gouverner. A le chevaucher... ou à l'écraser, massivement dans le sang ou méthodiquement par une répression qui criblera la société du haut en bas sans exclure le parti, comme aux heures sombres du maoïsme. Souhaitons qu'il en soit autrement, et que rapidement se dessine un courant qui saura préserver les chances d'un éveil tant attendu en Chine.

En ces heures dramatiques, notre tâche est de mobiliser l'opinion, pour faire savoir à ceux qui luttent aujourd'hui au péril de leur vie, de l'autre côté d'un monde qui nous est commun, qu'ils ne sont pas seuls à penser ce qu'ils pensent et que leur courage n'est pas vain.

V. C. P. GARNIER

## CANADA

## Négociations dans le secteur public

UN préjugé tenace règne dans ce que l'on appelle « l'opinion publique » au sujet des travailleurs du secteur public : ces derniers seraient mieux payés et jouiraient de conditions de travail supérieures à la moyenne. Cela a pu être vrai autrefois mais, aujourd'hui, sept ans après l'imposition des conditions de travail par le gouvernement du PQ, les 400 000 employés de l'Etat en ont gros sur le cœur. Au niveau strictement salarial, si la perte du pouvoir d'achat au Québec pour l'ensemble des salariés (secteurs privé et public) a été de 9,5% entre 1982 et 1987, elle a par contre atteint 13,8% dans le seul secteur public (1). Quant aux conditions de travail, elles se sont, dans l'ensemble, dégradées sérieusement. Le gouvernement Bourassa a été remarquablement clair : pas question d'améliorer les conditions de travail, mais bien plutôt de rendre la gestion des services publics « efficace ». Daniel Johnson, président du Conseil du Trésor, pouvait ainsi affirmer : « Ce que le Québec demande à ses employés, c'est de se mettre au travail, en fournissant des services équivalents en efficacité à ceux de l'entreprise privée » (2). Le message est on ne peut plus clair !

## Le ras le bol des groupes communautaires

LE gouvernement fédéral ayant sabré plus de 50% des budgets alloués au Programme de développement de l'emploi (PDE), bon nombre de groupes communautaires se retrouvent présentement dans une situation très difficile. La plupart de ces organismes (groupes de femmes, de jeunes, de personnes handicapées ou âgées, de comités logement, etc.) sont tributaires de ces programmes pour assurer un minimum de permanence et de continuité dans la poursuite de leurs dossiers. Le désengagement social de l'Etat menace carrément l'existence de plusieurs associations, et on constate un ras-le-bol grandissant d'avoir à fonctionner avec des ressources de plus en plus insuffisantes.

Ce printemps voit donc les membres des groupes populaires de toutes les régions du Québec discuter d'un plan d'action visant à augmenter les pressions pour la reconnaissance politique et financière de leurs associations. On prévoit une journée nationale d'action pour cet automne, afin de rendre publiques les revendications et de sensibiliser les membres, les militants et les usagers au problème du financement des groupes populaires. L'idée que cette journée d'action prenne la forme d'une grève symbolique fait son chemin, même si certaines associations ont réagi avec réserve à l'utilisation de ce moyen d'action. La forme précise de la journée aura donc à être développée au cours des prochaines semaines en fonction de la situation politique de l'automne et des ressources disponibles. Le désengagement de l'Etat accentue la détérioration de nos conditions de vie. Devant des enjeux d'une telle importance, la mobilisation populaire devra être créative et percutante.

Extrait du journal québécois « Rebelles » n° 2

L'Etat québécois n'a pas attendu un rapport du FMI (Fonds monétaire international) pour serrer les cordons de la bourse : alors que Gérard D. Lévesque, ministre des Finances, au lendemain de la victoire libérale en 1985, assignait 24,9% du PIB (produit intérieur brut) aux dépenses sociales pour la période 1988-1989, ce chiffre est tombé, dans les faits, à 22%. Le gouvernement a ainsi sauvé près de 3 milliards de dollars (3). Le but avoué, c'est celui que tous les gouvernements de pays capitalistes dits développés mettent de l'avant : la réduction du déficit budgétaire.

## Des revendications légitimes...

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question de gros sous, il y a aussi tous les problèmes liés aux formes de travail (précarité, sous-traitance, etc.), à la flexibilité des horaires et aux droits syndicaux. Pour l'Etat, les salariés du secteur public seraient trop syndiqués, ce qui se traduirait par des droits difficilement contournables. Il s'agit donc, pour le gouvernement, de gruger petit à petit les droits acquis en vue d'obtenir une productivité accrue et un contrôle serré des travailleurs. Daniel Johnson du Conseil du Trésor déclarait encore : « Il faut s'attaquer à l'inflexibilité de l'organisation du travail qui est devenue grandissante dans les secteurs public et para-public au cours des vingt dernières années » (4). La précarisation est la traduction patronale concrète pour rendre le travail « flexible ». Cette précarisation varie selon les secteurs. Ainsi, dans l'éducation, on calculait pour la période 1987-1988 que 28,4% des enseignants (pour tous les niveaux) travaillaient d'une manière précaire.

Les revendications de la CEQ sont d'ailleurs axées, en bonne partie, sur la lutte contre la précarité et pour le développement de l'emploi. On met aussi de l'avant une augmentation des budgets alloués pour l'éducation. Cette augmentation des ressources dans le domaine social et éducatif est aussi mise de l'avant par la CSN. Pour cette dernière, l'Etat peut investir dans le secteur public, car la croissance économique et les revenus gouvernementaux sont favorables. Par ailleurs, elle mène campagne, depuis près d'un an, en faveur de l'équité salariale entre hommes et femmes dans les affaires sociales (où près de 65% des salariés sont des femmes).

La qualité des services fournis par le secteur public dépend de la qualité des conditions de travail de ceux et celles qui les assurent. Il est donc clair que les revendications de la CSN et de la CEQ sont légitimes. Face à l'érosion des droits sociaux, il est temps de stopper la débâcle. Le problème est de savoir si les centrales syndicales pourront faire plier, grâce à leur mobilisation, le gouvernement et arracher ainsi des concessions.

## ...mais un combat en ordre dispersé !

Les négociations vont se dérouler cette année dans un manque flagrant d'unité. Il y a d'abord la FTQ qui, ayant accepté la reconduction des conditions obtenues en 1986 (le 4% d'augmentation), n'est pas partie prenante des négociations actuelles. Quant à la CSN et la CEQ, plusieurs différents (dont la volonté de la CEQ de devenir une centrale du secteur public et de sortir du cercle de l'enseignement pour toucher le secteur de la santé) ont posé des problèmes pour la conclusion d'une



F. Mitterrand et R. Bourassa lors du Sommet de la francophonie à Québec

entente. Il n'y aura donc pas de front commun à un moment où, pourtant, l'unité d'action serait nécessaire. Il reste à voir si les différents plans d'action proposés par les centrales pourront initier une mobilisation importante et apporter des gains.

A la CSN, le plan de la FAS (Fédération des affaires sociales) voudrait élargir la mobilisation des grandes entreprises (hôpitaux, centres d'accueil, etc.) aux plus petites, en évitant le plus possible les débrayages. On évoque la possibilité de mettre de l'avant des moyens de pression durant le printemps et l'été pour aboutir à un accord avec le gouvernement pour l'automne. Il est louable de vouloir rallier ainsi l'ensemble des membres (grandes et petites entreprises), mais il n'est pas très clair qu'une mobilisation estivale soit une possibilité « réaliste ».

Du côté de la CEQ, la manifestation de 25 000 membres, le 29 mars dernier, a permis d'apprécier la remobilisation des militants qui étaient encore, dernièrement, sous le choc de la défaite de 1983.

Chez les infirmières, il semble qu'avec l'appui de l'opinion publique, des gains appréciables en termes de salaire et de conditions de travail puissent être obtenus. C'est sans doute le seul secteur qui pourra gagner quelque chose, car il est certain que le gouvernement va se montrer, pour le reste du secteur public, intraitable. C'est là que l'analyse de la conjoncture faite par les centrales se révèle un peu courte. Car si l'Etat peut payer, la crise de l'économie capitaliste n'en continue pas moins de se faire sentir. C'est ainsi que les Etats capitalistes avancés (dont le Québec) sont en pleine restructuration en vue d'améliorer les conditions de rentabilité du capital. L'Accord du libre-échange et l'ensemble des mesures de libéralisation-déréglementation vont dans ce sens. Il est donc clair que si l'Etat peut lâcher quelques miettes, il ne reviendra pas en arrière. Au contraire, il poursuivra son projet de briser les droits acquis. Seule une riposte puissante pourra faire reculer le gouvernement. Cette riposte, c'est dans l'unité d'action qu'elle peut se développer. Un front commun ? Oui ! Mais un front qui se

réalise non seulement par des accords entre les hautes instances, mais surtout qui se concrétise dans l'unité à la base, à l'exemple des grandes grèves qui ont secoué la France dernièrement chez les infirmières et dans les transports en commun. Les grandes batailles syndicales des années 70 au Québec ont montré le potentiel caché au cœur du mouvement ouvrier. Dans le cas des négociations du secteur public, la question est de conduire la mobilisation d'une manière résolue en vue de faire plier le gouvernement. Cela veut dire que, face à l'intransigeance étatique, il faut poser la question de la grève générale illimitée. Cette grève générale ne peut

qu'impliquer l'ensemble des syndicats du secteur public. C'est à ce prix qu'on pourra, peut-être, enrayer le recul de nos conditions de travail et de vie.

Christian BROUILLARD  
(Extrait du journal québécois « Rebelles » n° 2)

(1) Chiffres tirés du document préparé par le comité de coordination des négociations du secteur public-CSN, mars 1989, page 7.

(2) Idem et l'Etat peut et doit investir dans le social, dans les Nouvelles CSN, du 31 mars 1989.

(3) La Presse du 27 janvier 1989.

(4) Idem.



R. Lévesque.

IRAN

Khomeiny, enfin mort !

QUAND, en ce début d'année, le proxénète, le maquereau dictateur théocratique de l'Iran a lancé son contrat de mafioso pour faire assassiner Salman Rushdie, ses compères et complices catholiques, apostoliques et romains Wojtyla, Lustiger, Decourtray ont jésuitement dénoncé l'appel au meurtre tout en lui trouvant des excuses : paraît que le sacré c'est tabou, quand on y touche « on réveille le Diable !... alors que si on croyait au Diable on le verrait très bien avec la gueule de Khomeiny.

Cet œcuménisme touchant avait fait écrire à un chroniqueur — à la surprise de nombreux observateurs, car cela se passait dans les colonnes d'un quotidien du soir plutôt connu pour servir de porte-parole à la fraction des réformateurs pieux au snobisme austère et pisse-froid — que « l'internationale de la calotte se porte bien ».

La mafia religieuse

Sa santé est toujours bonne. Merci pour elle. Alors que la crapule islamique de Téhéran vient de débarasser définitivement le plancher (surtout pas de paix à ses cendres !), la crapule chrétienne de Rome récidive : « *Devant la mort de l'ayatollah Khomeiny... il faut se prononcer avec un grand respect et une réflexion profonde sur ce qu'il a fait, dans son pays et dans une partie importante du monde* » (AFP). Tous les corbeaux qui s'efforcent de maintenir l'humanité sous l'éteignoir de l'obscurantisme savent se donner la patte.

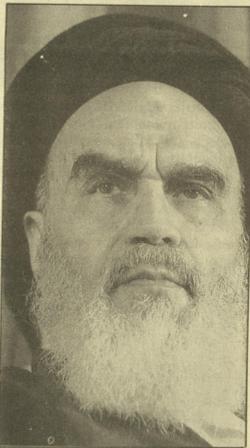
Le Monde libertaire n'a pas à rougir de ses articles sur la situation en Iran. Rapidement, nous avons compris et écrit que le despotisme sanguinaire de Muhammad Riza Pahlavi avait laissé la place à un totalitarisme théocratique encore plus abject. Et pour une fois les cuitistes avaient involontairement raison de définir le nouveau régime comme une « révolution islamique », puisque le sens originel en politique du mot révolution est « retour aux sources », même s'il a subi par la suite un glissement sémantique lui donnant une signification quasiment contraire.

Ce qui s'est produit en Iran montre, au moins localement, que « la roue de l'Histoire » ne tourne que dans la direction imposée par les forces qui la meuvent... Potentat « moderniste », favorisant l'industrialisation au profit d'un népotisme prévaricateur, le shah a eu pour successeurs les féodaux religieux... et les grands propriétaires terriens, les purs d'entre les purs parmi les réactionnaires.

Avant Khomeiny les opposants étaient traqués et torturés par la Savak, police politique digne de la Gestapo. Sous le régime totalitaire de la république islamique de Khomeiny étaient déclarés opposants, traqués et torturés tous ceux qui n'approuvaient pas la chienlit cléricale au pouvoir. Un despote se contente qu'on ne le combatte pas, un régime totalitaire refuse qu'on ne l'approuve pas. Pas étonnant que le pape appelle à respecter de tels salopards : c'est la solidarité internationale de la grande mafia des religions.

Professant une antipathie certaine pour toutes ces religions, sans en privilégier aucune, il n'est pas question de nous montrer indulgents envers l'islam sous prétexte que des millions de musulmans sont surexploités par les capitalistes « occidentaux ». Pas plus que nous n'acceptons de tomber dans le piège à cons des

« différences culturelles » derrière lesquelles essayent de se planquer tous les féodalismes, car nous n'oublions pas que les fondements du fédéralisme libertaire sont d'ordre économique. Le prétexte « droit à la différence » n'est que le cache-sexe idéologique de la différence des droits et sert de soliveau aux hiérarchies.



Sur toute la planète les maîtres cléricaux cherchent à nous imposer leur conception à sens unique de la tolérance : nous aurions l'obligation de les tolérer et ne devrions pas exiger qu'ils nous tolèrent en retour. Pour eux, même quand ils choisissent de ne pas l'affirmer publiquement, un incroyant ne peut être qu'un sous-homme. En toute sérénité, nous préférons défendre la liberté de penser (et/ou de croire) et d'exprimer sa pensée, quelle qu'elle soit... quitte à nous opposer fermement au passage à l'acte lorsque cette pensée est liberticide.

L'intolérance

Sont intolérants ceux qui veulent imposer le concept de blasphème (et les condamnations conséquentes) aux incroyants qui n'ont rien à foutre de Yahvé, d'Allah, de la Trinité et de tout leur saint-frusquin. Sont intolérants ceux qui veulent nous interdire de penser, de dire et d'écrire que

Mahomet (de même que J. C... s'il a existé et tous les " prophètes ") était un connard dangereux pour l'humanité. Sont intolérants ceux qui veulent nous interdire de penser, de dire et d'écrire que le même Mahomet allait chercher ses épouses dans un bordel (les prostituées sont-elles de sous-femmes ?) ou que J. C. (toujours s'il a existé) a probablement forniqué avec Marie-Madeleine et que tous deux se sont éclatés comme de bons petits diables.

Il y a plus d'un an j'en suis resté sur le cul quand je me suis entendu reprocher par un étudiant musulman originaire du Moyen-Orient : « *Vous autres, Occidentaux, êtes intolérants ; vous interdisez les appels à la prière.* »

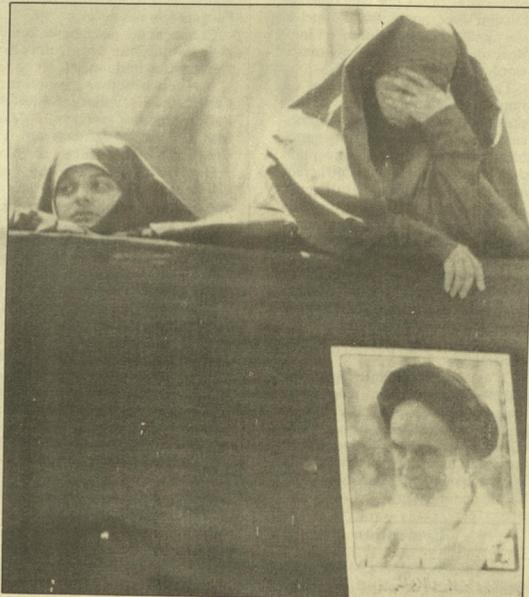
« *Mon petit père, que je lui ai répondu, Occidentaux ou pas, ça fait des siècles qu'on se bagarre contre les curés pour qu'ils arrêtent de nous casser les oreilles avec leurs cloches de merde et on n'y a pas complètement réussi, alors vos décibels supplémentaires... Au fait, quels sont les droits des athées dans votre pays ?* — *Aucun, évidemment. — Et vous trouvez ça normal ?* — *Oui.* — *Alors vous êtes mon ennemi. En revanche je suis l'allié de tous les croyants musulmans, heureusement il en existe, qui souhaitent faire sauter le couvercle des régimes théocratiques.* »

J'avoue que je n'ai ni revu ni cherché à revoir ce peigne-cul fanatique. « *Notre raison, sans doute, est bien imparfaite ; mais nous n'avons qu'elle.* » C'est de Cavanna et je co-signe. J'ajoute que cette raison, aussi imparfaite soit-elle, est universelle.

Tous ceux qui usent du précepte « culturel » pour nous faire avaler que cette raison ne serait qu'une arme du Grand Satan occidental, tous ceux-là d'abord font preuve d'un paternalisme abominable à l'égard de ceux qu'ils traitent implicitement comme des demeurés incapables d'y accéder, ensuite s'efforcent de nous crétiniser, enfin tentent ainsi de nous faire oublier que tous les individus de l'espèce humaine doivent naître et demeurer libres et égaux en droits.

Etant entendu que pour nous, anarchistes, l'égalité économique fait partie de ces droits.

Marc PREVÔTEL



ESPAGNE

Brèves syndicales

Insoumis

Le 17 avril dernier comparaisaient devant les autorités militaires espagnoles une centaine d'insoumis. Parmi ces derniers, deux ont été emprisonnés : Carmelo Pascual à Vitoria et Maria Sanz à Barcelone. Deux compagnons de la CNT-AIT (Raul Mateos et Saragosse et Cesar Ceinos du Leon) sont en liberté conditionnelle et devront se présenter deux fois par mois aux autorités militaires.



La CNT-AIT considère plus que jamais qu'il est nécessaire de lancer une campagne de très large information dans les quartiers, les villages, les écoles, afin de rompre le mur de silence imposé par les médias. Chaque jeune doit savoir aujourd'hui qu'il peut ne pas faire son service militaire. Plus ils seront nombreux sur cette position, plus les risques se réduiront.

Inculpation et détention de syndicalistes à Caceres

Les travailleuses de Induyco (industrie du textile, succursale de Cortesingles) sont en grève et, à cette occasion, ainsi que pour la Journée internationale de la femme, la CNT-AIT a appelé à un rassemblement devant la porte de l'usine avec les CCOO et l'UGT. Avec l'arrivée des jaunes, il y eut une violente intervention policière et dans la bousculade qui suivit, quelques voitures de jaunes et des fourgonnettes de la police furent maltraitées.

Quelques semaines plus tard, trois personnes sont citées à comparaître pour troubles de l'ordre public, coups et blessures : un militant des CCOO, un militant de l'UGT et un militant du Mouvement alternatif.

Suite à des actions devant le centre pénitentiaire, après six jours de prison, le militant de l'UGT a été libéré sous caution de 25 000 pesetas.

La CNT-AIT dénonce l'attitude des CCOO et de l'UGT, qui ont été plus préoccupés dans cette affaire de se faire de la publicité que de défendre réellement les travailleurs. La CNT-AIT ne se démobilisera pas tant que ces procès ne seront pas classés définitivement et exige la totale liberté syndicale.

Fascisme patronal à Vitoria

Dans la nuit du 3 au 4 avril, six ou sept individus armés de bâtons, de chaînes, etc., interviennent à la résidence sanitaire de Chagorrichu avec l'intention de retirer les ordures accumulées depuis quatre jours de grève du personnel de nettoyage des centres pénitentiaires à Osakidetza. Une bagarre éclata avec les compagnes en grève, et il fallut l'intervention du personnel médical pour la faire cesser. Ces individus appartenaient en fait à l'entreprise de nettoyage en grève (Inserhig CLM, groupe EULEM) et travaillaient à Michelin et Mevosa.

Dans un tel secteur, un fait de ce genre n'est pas insolite quand on sait que les patrons emploient tous

les moyens de coercition possibles face aux travailleurs.

La CGT (ex-CNT) reste vigilante face à de telles pratiques et dénonce ce qu'elle appelle des agissements de mafiosi.

Un délégué CGT sanctionné dans la RENFE

La direction de la RENFE (chemins de fer espagnols) n'a pas hésité à mettre deux jours de mise à pied à Pepe Aranda, membre du comité

d'entreprise et délégué CGT (ex-CNT). Le motif est que, suite à une réunion du comité d'entreprise à laquelle il devait assister, il a prévenu son service qu'il ne serait pas disponible pendant cette journée, y compris après la réunion du comité d'entreprise. Cela en parfait accord avec les textes signés par l'UGT, les CCOO et la RENFE. La CGT avait été la seule organisation à ne pas signer ces accords. La direction a-t-elle considéré qu'il ne s'agissait là que d'un juste retour des choses ?

Sept délégués de la CGT sanctionnés dans le métro de Madrid

Suite à la mort d'un conducteur de train pendant son travail, la section syndicale CGT appelle à un arrêt de travail symbolique d'une heure le matin et le soir. Ceci pour protester notamment contre la médecine répressive menée par la direction (contrôles abusifs antidoping) et pour exiger une véritable médecine préventive, afin que l'accident survenu à Manuel Hidalgo ne se reproduise plus. La direction sanctionna dix délégués CGT, dont sept écopèrent de dix jours de mise à pied et d'une menace de renvoi.

Les travailleurs du métro de Madrid sont victimes d'une politique particulièrement agressive de la part de la direction : intimidations, sanctions, tentatives d'interdiction des assemblées... Cette politique cache en fait la volonté de rentabiliser le métro avec la perspective de 400 licenciements. La section syndicale CGT du métro de Madrid appelle à la mobilisation, d'autant plus maintenant que les CCOO et l'UGT sont disposés à signer un accord injuste et insuffisant pour les travailleurs.

Relations internationales

BELGIQUE Réfractaire

Vincent Malloteaux, réfractaire belge, est actuellement emprisonné pour insoumission au service militaire. On peut le soutenir en lui écrivant et en lui envoyant des livres et journaux à l'adresse suivante : Vincent Malloteaux, 2, rue des Aubépinés E. P., 4421 cellule 8 14, Landin, Belgique.

Relations internationales

N°756 JEUDI 15 JUIN 1989

## EDUCATION

## L'EMILE mode d'emploi

**L**E projet intitulé l'EMILE (lycée expérimental misant intégralement sur la liberté et l'égalité) a maintenant un peu plus d'un an.

En un an il a mûri. Il s'est enrichi de réflexions et d'analyses. Il s'est étoffé de rencontres et de débats. Il s'est soudé autour de la volonté et de la détermination de ses concepteurs. Et aujourd'hui, fort d'un texte d'une cinquantaine de pages (1) jetant les bases d'un véritable projet, il entame une série de démarches pour obtenir un agrément du ministère de l'Éducation nationale.

## Qui sont les promoteurs du projet ?

Une vingtaine de personnes du grand Sud-Ouest et plus particulièrement de la région bordelaise. Parmi elles, des enseignants du primaire, du secondaire ou du technique ; des administratifs ; des éducateurs... tous travaillant dans le secteur de l'éducation, certains exerçant même dans des lycées expérimentaux actuellement existants (Oléron, Saint-Nazaire).

## Quelles sont leurs motivations ?

Les motivations des promoteurs de l'EMILE sont bien évidemment nombreuses et diverses, explicites et implicites, conscientes ou inconscientes.

Certaines d'entre elles émergent cependant clairement :

- l'intime conviction que l'éducation devrait avoir pour but d'aider à la structuration et à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant, et de le familiariser avec certains apprentissages de base ouvrant la porte d'un accès autogéré aux savoirs ;
- une analyse de l'échec scolaire en termes de classe avec un ensemble de connotations politiques, économiques, sociales, familiales et institutionnelles : ce qui sous-entend une absence d'illusion sur la possibilité de changer sérieusement les choses dans le cadre de la logique capitaliste dominante ;
- un refus de l'échec scolaire se doublant d'une volonté d'action ici et maintenant car l'attente du grand soir s'avère tout autant illusoire que l'agitation réformiste. L'échec scolaire, en effet, de par sa nature fondamentalement sociale, ne se résoudra pas comme par enchantement au lendemain d'une rupture politico-économique. Aussi, outre qu'il n'est pas acceptable de se résigner au présent et qu'il vaut mieux agir que ne rien faire, mieux vaut donc impulser des expériences visant à démontrer que la logique du moment n'est pas inductible. De ces expériences surgiront alors, peut-être, les bases d'une alternative susceptible de se mettre très vite en place à l'occasion de grands mouvements sociaux ;
- la volonté de s'ouvrir et de se confronter à d'autres expériences ayant lieu au sein ou en dehors de l'Éducation nationale. Cela parce que toute expérience est par définition limitée et qu'elle a tout à gagner, si elle veut s'inscrire dans la perspective d'une alternative éducative globale, à écouter et à s'imprégner de ce qui se fait et se passe ici et là.

## A qui s'adresse l'EMILE ?

L'EMILE pense accueillir 150 à 200 jeunes de 15 à 16 ans minimum. Ces jeunes pouvant être des élèves désirant pour des motivations personnelles choisir ce type de lycée, des élèves en fin de LEP, classes technologiques, des élèves n'ayant plus d'autre choix scolaire que celui

de l'expérimental, des récurrents désirant reprendre des études.

## L'équipe éducative

Elle sera constituée par une vingtaine de personnes à compétences multiples pour pouvoir faire fonctionner une réelle interdisciplinarité. Y ont leur place des instituteurs, des profs du secondaire, du technique, des éducateurs, des praticiens de l'alphabétisation, de la formation pour adultes...



Chaque membre de l'équipe est coopté ou décoopté par une commission composée pour moitié d'élèves et pour moitié d'enseignants et la décision est prise à une majorité de 80%.

Sur la base du principe « à travail égal, salaire égal », la masse salariale sera divisée également.

## Formations

L'EMILE veut jouer un rôle dans l'éducation globale (intellectuelle et relationnelle) de l'individu. Dans cette perspective, trois types de formations sont proposées :

- un accès à la culture générale suivant des objectifs personnels ;
- l'acquisition d'un niveau de connaissances aboutissant à l'obtention d'un examen reconnu ;
- des formations spécifiques permettant d'acquérir un niveau de compétence, une capacité d'analyse et un savoir-faire.

## Pédagogie

L'accès à la « culture » étant considéré comme une fin en soi et l'enseignant un médiateur qui permet à l'élève de structurer son propre cheminement à travers les savoirs, l'EMILE s'appuie sur les principes pédagogiques suivants :

- élaboration collective (élèves-profs) des contenus de formation, de leurs thèmes, de leur durée, de leur forme ;
- interdisciplinarité autour des objets de connaissance ;
- intégration de domaines habituellement exclus de l'enseignement (socio, ethno...);
- diversification des structures de formation en ateliers : cours modulaires, mini-stages, semaines ouvertes, travaux individuels, etc. ;
- pratiques pédagogiques assumant l'hétérogénéité d'un groupe (âge, niveau, demandes, besoins) ;

## Forum international pour une alternative éducative

Du samedi 18, à 14 h 30, au dimanche 19 juin 1989, à la bourse du travail, 9, rue Genin, 93200 Saint-Denis (métro Porte-de-Paris). Des membres de l'EMILE y animeront un forum et vous pourrez les rencontrer ainsi que des animateurs d'autres projets d'écoles expérimentales.

- priorité d'une démarche pédagogique laissant aux jeunes la maîtrise des situations de formation ;
- engagement de l'équipe à renouveler sa formation ;
- globalité du processus de formation garanti par la participation à la vie institutionnelle conçue comme une nouvelle façon de vivre.

## Institutionnel

A l'EMILE, il n'y a pas de citoyens de 1<sup>er</sup> classe et de 2<sup>e</sup> classe. Chacun est un acteur à part entière du projet et participe sans restriction aucune aux prises de décision.

En clair, et contrairement à tout ce qui a pu se faire ici ou là, à l'EMILE, il n'y a pas de *domaine mesuré* aux adultes. Et pour que ce principe ne soit pas un vœu pieux démagogique l'apprentissage de l'autogestion (la participation des uns et des autres à la vie institutionnelle de l'expérience) est intégrée dans le temps de formation ce qui, bien évidemment, entraîne une diminution des temps consacrés à l'acquisition des savoirs traditionnels.

Trois structures articulent le fonctionnement institutionnel de l'EMILE :

- les commissions : elles sont au nombre de neuf et recouvrent aussi bien la gestion financière que le secrétariat, la pédagogie ou... la clarification des termes des conflits qui ne manqueront pas de survenir ici et là ;
- la réunion de coordination des délégués de commission : elle réunit deux délégués par commission, ces délégués ne pouvant l'être que pour une durée limitée dans le temps (ce qui entraîne une rotation permettant à tous de se familiariser avec cette fonction) ;
- l'assemblée générale : elle réunit l'ensemble des acteurs du projet.

## Modalités du fonctionnement institutionnel de l'EMILE

Chaque élève et chaque formateur fait nécessairement partie d'une commission et doit participer à trois commissions différentes dans l'année.

Les commissions constituent le *seul et unique* lieu de décision, un petit groupe permettant seul d'associer un maximum d'individus aux différentes étapes conduisant à une prise de décision.

Les décisions ordinaires ou courantes sont prises par chaque commission avec possibilité d'appel si des oppositions se déclarent à l'intérieur ou à l'extérieur de la commission.

Les décisions extraordinaires ou importantes pour la collectivité sont préparées par la commission concernée au premier chef par le problème soulevé. Elle établit alors un dossier qui est discuté lors de la réunion de coordination. Les délégués présents à la coordination répercutent les termes du débat dans leurs propres commissions qui statuent alors.

Comme on le voit, la réunion de coordination n'a qu'un pouvoir évocateur, sa fonction étant uniquement d'assurer la cohésion et l'harmonisation du fonctionnement général.

L'assemblée générale, qui fonctionne quant à elle uniquement comme lieu de parole, a lieu au minimum une fois par trimestre. Dans l'intervalle, des assemblées générales peuvent également avoir lieu, à la demande d'un individu ou d'une commission.

## Evaluation

L'expérience de l'EMILE, c'est un axe central du projet, sera constamment évaluée.

Un collectif interne d'évaluation composé d'élèves et de formateurs étudiera et appréciera en permanence le fonctionnement de l'expérience.

Mais l'évaluation ne se limitera pas à ce regard introspectif.

Un collectif extérieur composé de chercheurs, de parents, de membres de l'administration, d'acteurs de la « société civile »... sera également chargé d'évaluer l'expérience en permanence et de fournir des rapports.

## Démarche et stratégie

Le projet de l'EMILE est un projet limité dans le temps et dans l'espace. De ce fait, la rencontre, la confrontation et la fédération avec d'autres niveaux, dans et hors de l'Éducation nationale, seront au centre de ses préoccupations.

Dans le même ordre d'idées, la transparence la plus entière sera toujours son principe de fonctionnement. L'EMILE en effet ne prétend pas détenir la vérité avec un grand « V » et entend associer à sa

recherche un maximum de gens préoccupés de réduire ou d'anéantir le chance de l'échec scolaire et de son corollaire d'exclusion sociale. A défaut d'association, l'EMILE entend informer toutes ces personnes, ces groupes, ces mouvements...

Le projet de l'EMILE, pour pouvoir voir le jour, implique qu'il obtienne l'agrément du ministère de l'Éducation nationale. De ce fait, il sera donc partie intégrante de l'Éducation nationale. Et s'il demande à bénéficier de certaines dérogations (cooptation des enseignants, non-assujettissement à la carte scolaire, contrôle de la tutelle permanente mais sans pouvoir de modifier les grands axes du projet pendant le temps de l'expérience), c'est uniquement à des fins expérimentales.

J.-M. R.

(1) Vous pouvez vous procurer ce texte en écrivant à : l'EMILE, 17, rue Borie, 33000 Bordeaux.

## Expérimentateurs de tous les pays... unissons-nous !

Le secteur expérimental n'a jamais, en France et ailleurs, représenté grand-chose ni au plan numérique ni au plan de son audience.

C'est un fait et en soi il n'y a là rien de fondamentalement étonnant. Les militants du changement dans ce domaine comme dans d'autres peuvent difficilement être très nombreux, sinon le changement serait en actes.

Plus grave est la division, la suspicion et l'agression qui président aux rapports entre tous ceux et toutes celles qui essaient de faire bouger les choses.

C'est ainsi qu'actuellement, et ce depuis toujours, une foultitude de mouvements (Freinet...), d'associations (Association française pour la lecture), de groupements (DFEN), d'écoles pédagogiques (institutionnelles, tendances machin et truc), d'individus expérimentant des techniques, pédagogiques, relationnelles, didactiques, institutionnelles... dans le cadre ordinaire de l'Éducation nationale, dans celui d'une dérogation par rapport à la norme ou en dehors de « l'institution-mère », travaillent chacun dans leur coin sans se préoccuper, voire en refusant de se préoccuper de ce que font les autres.

Certes, certes, chacun est persuadé d'avoir raison et ne voit pas l'utilité d'écouter une parole extérieure ni bien sûr de s'y confronter. Mais tout cela fait-il encore sérieux ?

Comment des pédagogues qui travaillent à un niveau donné de la scolarité (maternelle, primaire, secondaire, technique...) peuvent-ils croire peser sur une réalité scolaire qui est globale par nature ? Comment peuvent-ils ne pas voir que seule la rencontre entre ces différents niveaux d'intervention permettra de jeter les bases d'une solution d'ensemble ? Comment des révolutionnaires préoccupés principalement par la mise en œuvre de modes de relations autogestionnaires peuvent-ils ignorer ou minimiser la recherche portant sur la technologie de la transmission et de l'acquisition des savoirs ?

Comment des pédagogues centrés sur la technologie de la transmission et de l'acquisition des savoirs peuvent-ils ignorer ou minimiser la recherche sur l'institutionnel ?

Bref comment tous ceux qui se préoccupent de chercher des solutions à l'échec scolaire, à l'inégalité des chances existant actuellement au plan de l'acquisition des savoirs et à l'ennui mortel qui ronge tous ceux qui ne sont que des *objets* dans un projet qui n'est pas le leur, peuvent-ils s'enfermer avec autant de sérénité dans leur petite tour d'ivoire ?

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, cette atomisation et cette éparpillement de l'expérimental ne contribue nullement à lui conférer une quelconque crédibilité, et encore moins un poids quelconque dans son rapport au pouvoir.

Aussi il convient de se réjouir de voir fleurir aujourd'hui des projets d'écoles expérimentales qui cherchent à échapper à cette logique de l'isolement sectaire.

Tel est le cas notamment du projet d'école expérimentale maternelle-primaire de Paris dont nous vous avons rendu compte dans le numéro précédent du *Monde libertaire*, de celui de l'EMILE dont nous vous rendons compte dans ce numéro et de celui de Clermond-Ferrand dont nous vous rendrons compte la semaine prochaine.

Tous ces projets et bien d'autres encore présentent en effet la particularité, en s'articulant autour d'une volonté de transparence permanente, de chercher à se confronter à d'autres projets ou individus préoccupés comme eux de permettre au plus grand nombre de se familiariser avec l'apprentissage de base qui fonde un accès autogestionnaire aux savoirs et l'exercice du droit à la liberté, à l'égalité et à l'épanouissement des individus.

Aucun d'eux ne prétend détenir la vérité. Chacun cherche et sait que l'union — même et surtout si elle signifie complémentarité ou choc des différences — fait la force. L'expérience en tout cas mériterait d'être tentée.

Jean-Marc RAYNAUD

MUSIQUE

Tao blues band

**D**E Madagascar à Chicago, c'est un bien beau titre pour un disque de blues, et c'est enregistré à Vérone en Italie par Tao Ravao et le All Out Blues Band. Le répertoire va du traditionnel (*Blues before sunrise*, *Crossroads*, *Brown skin woman...*) à des compositions personnelles issues du folklore malgache, comme *Malagasy fiesta*.

Né à Madagascar, vivant en France, ayant tourné en Italie, en Allemagne, au Maroc et en Grèce, Tao pratique avec bonheur et virtuosité plusieurs styles de guitares. Ça va de la guitare électrique, jouée ou non au bottleneck, à la « steel-guitar » posée sur les genoux (et jouée exclusivement en glissandi) à la kabossa. Quelques mots sur cette guitare malgache (visible sur la photographie ci-dessous) : 2 cordes basses et deux aigues en doubles, elle

s'apparente presque à une mandoline et excelle dans les morceaux acoustiques comme *Crossroads* de Robert Johnson.

Tao a beaucoup appris à Chicago avec Homesick James (le cousin d'Elmore James) et ces influences se mêlent avec les souvenirs de sa jeunesse à Madagascar. Amateurs de Chicago blues avec un plus, vous ne serez pas déçus et à la première écoute, vous conviendrez que ce « spécial copinage » valait le coup. Tao se produit aussi en France et dans la région parisienne avec un autre groupe, sans piano, mais toujours avec sa kabossa !

THIERRY  
(« Blues en liberté »)

Tao Ravao, live, Posto Records, en vente à la librairie du Monde libertaire.



NOTE DE LECTURE

« OEillets rouges »

**L**ES OEILLETES ROUGES viennent à nouveau d'éclorre, entrant vaillamment dans leur troisième année d'existence. Au sommaire du numéro 4, une dizaine de plumes, dont la plupart ne sont pas inconnues des lecteurs du *Monde libertaire*, présentent des analyses approfondies de questions d'actualité, et de réflexions générales. « L'ouverture, combien de bataillons ? », le premier article, dissèque les résultats des dernières élections présidentielles, décortique Tonton Dieu... et étrille joyeusement les révolutionnaires.

Dans les articles suivants, *Les OEillets rouges* détaillent les richesses potentielles des coordinations ; publient une interview d'Eugène Descamps sur le thème « Syndicalisme et révolution » ; proposent une analyse libertaire de la précarité ; définissent, interview de Louis Pinto à l'appui, les

rapports entre militants et philosophes ; inventorient l'héritage gauchiste de Mai 68 ; décrivent les logiques de la domination américaine sur le cinéma...

On ne saurait reprocher aux rédacteurs des *OEillets rouges* d'avoir choisi la facilité, ni dans le choix de leurs thèmes, ni dans leur manière de les traiter. Tout au plus souhaiterait-on parfois un vocabulaire plus simple, pour traiter de sujets aussi complexes.

La revue tient la route, tant par sa longévité que par sa fidélité aux objectifs qu'elle s'était fixés : servir d'outil de réflexion et d'analyse aux militants anarchistes, mais aussi contribuer à rendre les thèses anarchistes crédibles, y compris dans les milieux universitaires ou intellectuels, le mot étant employé sans connotation péjorative.

P. C.

NOTE DE LECTURE

Du côté de la BD

**N**OUVELLE série qui nous mènera aux Amériques (dans le tome 2), mais pour le moment cela se passe au cœur de la campagne française au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si les séries historiques habituelles nous portent dans les fastes d'une cour royale décadente ou dans des aventures de jeunes nobles rocambolesques avant la lettre, ici nous avons affaire à des paysans surchargés de taxes toujours à la merci de leurs maîtres et qui, ne pouvant obtenir gain de cause auprès de la justice, n'ont d'autres solutions que la misère ou la révolte. L'un d'entre eux ira rejoindre l'armée des révoltés, formée de journaliers, de manouvriers et de paysans, mais aussi de déserteurs et de voleurs. Mais que peut donc une troupe de gueux équipée de fourches, face à un régiment aguerri et portant fusils. Les idéaux de justice et de liberté ne suffisent pas, et la révolte fini en massacre.

Sélections de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Vendredi 16 juin  
« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : vertige cosmique.

Samedi 17 juin  
« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : dossier sur l'Amérique latine ; livre sur « Le mythe national » (débat à la librairie du Monde libertaire à 17 h).  
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : l'harmonica.

Dimanche 18 juin  
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Tibet.  
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : réquiem de Mozart.

Mercredi 21 juin  
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : le mouvement pour le Planning familial.



Après la défaite, les survivants seront pendus en place publique, et les quelques rescapés obligés de se terrer dans les villages. Seule issue pour le personnage principal de l'histoire, le grand voyage qui conduit aux Amériques : « *Là-bas, point de maîtres ni corvées, point de dîmes ni champart ! Si bonheur et liberté ne sont pas de vaines chimères en ce monde, c'est là-bas qu'on les trouve !* », du moins c'est ce que l'on disait. Loin de la complaisance pour les scènes sanglantes ou « érotiques » qui servent de prétexte aux BD historiques actuelles, cette série pour adolescents ne peut apparaître que sympathique pour son thème et son authenticité. Affaire à suivre (1).

« Red Road »

Justement, l'Amérique, la voilà, celle d'aujourd'hui, vue à travers l'aventure d'un jeune Indien, Amos. Les rêves de paix et de liberté n'ont plus cours. Les Indiens vivent dans des réserves où l'oisiveté et l'alcool ont détruit leur fierté. Des milliers de bisons, qui étaient la principale ressource des Indiens, il ne reste que quelques spécimens enfermés dans des parcs, les autres ont été massacrés par la cupidité et le mépris de la vie des Blancs. Le parallèle entre les bisons et les Indiens est vite établi. Ça c'est pour le passé, mais pour Amos le présent est tout aussi terrible : son père, poussé par l'alcoolisme, vient de tuer sa grand-mère. Choqué par ce meurtre, et ivre de colère, Amos s'enfuit au volant d'une automobile. Une aventure tragique commence, située entre les mystères du passé et la violence du présent. Un découpage excellent et un style abouti font de cette nouvelle série un reportage dramatique et réaliste sur la vie quotidienne des Indiens.

Désolé pour les amateurs de Blueberry, il n'a pas été invité sur les lieux du tournage.

ALAIN

(1) Missouri, tome 1 : Les tentes noires, Carpentier-Giroud, Ed. Dupuis.  
(2) Red Road, tome 1 : American Buffalo Derib, Ed. Christal.

Le dessin de la semaine



N°756 JEUDI 15 JUIN 1989

## EUROPE 1993

## Le « social » à la sauce libérale

Le thème de « l'Europe des travailleurs » tend à prendre (comme par hasard, les élections approchent) une place croissante dans les discours, rapports et résolutions de la commission de Bruxelles et de certains partis. On ne répètera jamais assez sans doute combien l'une des stratégies les plus éprouvées, lorsque que l'on n'agit pas, consiste à surenchérir éternellement sur de prétendus projets. Alors, depuis septembre 1988, on ne parle plus, à gauche, que du « mieux-disant » social qu'impulsera l'unification européenne. Reste que, là, comme toujours, le déferlement des phrases ne met que mieux en lumière la vacuité de la construction communautaire en ce domaine.

## L'ère des dérèglementations

Les dérèglementations s'accroissent et s'effectuent sur de multiples plans. On sait que l'Europe du capital libre et sans frontière, l'Europe de l'harmonisation par le bas des systèmes fiscaux est déjà largement avancée (voir le *Monde libertaire* du 1<sup>er</sup> juin 1989). Mais la dérèglementation va aussi s'étendre aux produits, après 1992. Puisque l'Acte unique signifie explicitement que tous les biens conformes aux normes industrielles en vigueur, dans l'un des quelconques des 12 pays de la CEE, auront accès de plein droit aux autres marchés communautaires. Les marchandises de qualité lamentable, et évidemment aux prix les plus faibles, pourront ainsi très tranquillement envahir le panier du consommateur, sur toute l'Europe.

Précisons tout de même qu'il s'agira exclusivement des consommateurs les plus populaires, les plus précarisés, au pouvoir d'achat des plus réduits. Car, pour eux, nécessité fait loi. Lorsque boucler un budget mensuel relève du prodige, on achète au meilleur prix. En 1993, qui dira meilleur prix, dira aussi une qualité de marchandise par nécessité plus médiocre que celle qui, aujourd'hui, constitue la base minimale.

D'autre part, la dérèglementation vaudra pour les marchés publics : les appels d'offres portant sur l'énergie, les eaux, les transports et les télécommunications seront désormais ouverts à la concurrence

internationale. Même processus, même conséquences. Il va de soit que les collectivités locales les plus richement dotées pourront passer contrat sur des projets publics avec des entreprises fournissant des équipements ou des services efficaces. Ces collectivités locales, si elles possèdent quelques moyens financiers, engrangés grâce aux impôts locaux, c'est qu'elles abritent déjà les populations les plus favorisées. Pour les autres, les plus pauvres, et

tes en concurrence dès le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ce sera dramatique.

Ce sont alors des centaines de milliers, voire des millions, de postes de travail qui disparaîtront avec l'élimination des « canards boiteux » industriels à l'intérieur du grand marché libéral. Tout simplement car l'ensemble des entreprises non compétitives sur le plan européen devront fermer, condamnant ainsi, par ricochet, de vastes régions au déclin. Et à cet égard, rappelons

che sur un redécoupage à la tronçonneuse des activités des firmes et se traduit par des vagues de licenciements. Et tout syndicaliste connaît bien la difficulté qu'il y a à s'opposer à une firme géante, susceptible à tout instant de menacer de fermer un site de production trop remuant pour s'orienter vers des territoires plus calmes.

Enfin, comment oser parler d'une « Europe des travailleurs » quand les politiques d'austérité menées dans la CEE laissent 17 millions de sans-emplois dans la Communauté ? On rétorquera sans doute que le rapport Cecchini sur « le coût de la non-Europe », et dont l'argumentation et les données sont reprises par 1992, le défi, préfacé par J. Delors, avance le chiffre de cinq millions de créations d'emplois directement redevables à la suppression de toutes les barrières non-tarifaires en 1993. Reste qu'une étude serrée de ce document, menée par l'Institut syndical européen (lors du séminaire organisé par l'ISE à Bruxelles les 28 et 29 juin 1988), conduit à très sérieusement relativiser cet optimisme. Elle établit, tout d'abord, que le Grand Marché se traduira par des pertes d'emplois, en non des créations (de l'ordre de 500 000 pertes). Ensuite, la marge d'erreur acceptée par les auteurs du rapport Cecchini est de 30%. On perçoit plus aisément le coût social de l'édification de l'Europe des industriels, des marchands et du capital !

## Des inerties intéressées

Quant à la force motrice de la commission de Bruxelles dans la construction de l'Europe sociale, elle fait hurler de rire. Trois exemples suffiront. La « directive Vredeling », qui prévoyait l'information et la consultation des travailleurs des entreprises « à structure complexe », c'est-à-dire transnationales, fut transmise au conseil en 1980. Son seul examen fut ajourné jusqu'en 1989. Une autre initiative, connue sous le nom de « cinquième



dans les lieux défavorisés, là encore, l'harmonisation s'effectuera au moins coûteux et au plus médiocre : équipements ou services déficients ou polluants...

Comment ne pas saisir immédiatement, dans ce contexte, combien la « dimension sociale » du grand marché intérieur apparaît comme une « pièce rapportée » à usage électoral, sur un édifice conçu avant tout sur une autre logique. Une logique purement libérale, où la « main invisible », en facilitant l'allocation soi-disant optimale du capital, est censée promouvoir le bien-être de tous. Reste que, sur tous les cas concrets précédemment décrits, l'analyse démontre que le libéralisme, comme toujours, accèlèrera la dualisation des sociétés. D'un côté, Monaco. De l'autre, les ghettos.

D'ailleurs la dérèglementation du marché du travail s'amorce aussi très systématiquement. En France, l'autorisation administrative de licenciement n'est toujours pas rétablie. Les directions n'hésitent plus à attaquer en justice les grévistes, ou leurs syndicats. Des décisions de justice impliquant la réintégration de certains syndicalistes indûment licenciés sont, sans pénalisations, bafouées : à Renault, par exemple. Comment s'en étonner ? Dans la perspective de 1993, il s'agira d'attirer les entreprises par des législations sociales réduites comme peau de chagrin. En France, il s'agira notamment de rivaliser avec l'ultra-libéralisme du Royaume-Uni. Et Margaret Thatcher a clairement annoncé la couleur à Bruges, le 21 septembre 1988, lorsqu'à propos de l'unification européenne, elle déclarait : « Nous n'avons pas besoin de nouveaux règlements qui augmentent les coûts de l'emploi et qui rendent le marché européen du travail moins simple et moins concurrentiel face aux fournisseurs étrangers ». Le message est simple : « à bas les réglementations sociales ! » Et c'est vis-à-vis de cette philosophie économique accablante qu'il faudra, après 1993, se placer en concurrence pour séduire les firmes et éviter une explosion considérable des taux de chômage. Charmant horizon, non ?

## Le chômage pour horizon

L'Acte unique européen laisse désormais aux entreprises toute liberté pour orienter géographiquement leurs investissements. Mais il place aussi toutes les firmes existant-

tout de même que la situation des PME françaises ne cesse d'être inquiétante. Face à l'échéance de l'Acte unique, seule une PME sur cinq est, en France, en position convenable (voir le *Monde* du 10 mai 1988).

Alors, dès à présent, la manière dont réagit la structure industrielle française à la construction de l'Europe des industriels est tout à la fois simple et socialement coûteuse. On accélère la concentration des entreprises. C'est ainsi qu'aux 370 opérations de fusion pratiquées en 1985, répondent les 601 fusions de 1987 : soit une progression de 61%. Ce mouvement atteint tout naturellement des entreprises de grande taille, comme la fusion ITT-CGE, celle d'Usinor et de Sadilor, ou celle encore de la Compagnie générale de



radiologie avec Général Electric. Mais il s'étend jusqu'à des firmes plus réduites. Citons par exemple, sur la marché des biens intermédiaires, la stratégie de la COFAZE qui s'unit avec Norsk-Hydro. Citons aussi, dans la même perspective, l'union de CDF-Chimie et de la Grande Paroisse pour régenter le marché des engrais. On pourrait naturellement allonger indéfiniment la liste des illustrations. Mais allons à l'essentiel. Chaque fusion débou-

directive » sur le droit des sociétés, remonte à 1972 et organisait une participation des travailleurs dans le conseil de surveillance de toutes les sociétés anonymes d'Europe. Ce texte attend toujours l'aval du conseil de l'Europe, comme beaucoup d'autres projets de directives sur la durée du travail, le travail à temps partiel, le travail temporaire, etc. Il y a peu, une directive déjà en vigueur, celle du 17 février 1975, qui rend obligatoire en cas de licenciement

collectifs une procédure de consultation des salariés et d'information des pouvoirs publics, était très ouvertement bafouée par Michelin. Pendant l'été 1986, ce groupe décida sans préavis de fermer son usine de Sint-Pieters-Leeuw, en Belgique, plaçant du jour au lendemain 1 034 travailleurs au chômage.

Temporisations sempiternelles, vêtus en conseil des ministres et textes dépourvus de toute possibilité de sanction en cas d'infraction. A Bruxelles, le « social » se conjuge effectivement à la sauce libérale. Rien à voir vraiment avec la fixation spectaculaire d'échéances et de « marthons » hétéroclites prévalant en d'autres domaines. L'Acte unique amène la CEE pour le capital et les technocrates. Nous savons bien quant à nous que « l'émancipation des travailleurs d'Europe sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et non la conséquence de quelques élections européennes.

Willy PELLETIER  
(Gr. Benoît-Brouchoux de Lille)  
et Philippe BOURSIER  
(Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

ANTIMILITARISME  
Bruno  
Guilloire

Bruno GUILLORÉ, militant du groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste, est détenu à Amiens depuis mai 1989 (cf. *Monde libertaire* n° 753 du 25 mai 1989).

Un mois de prison, déjà, qui confirme que le citoyen français, que l'on endort quotidiennement avec le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, n'a pas le droit au refus.

« L'armée exige de l'individu sa démission d'homme et son obéissance aveugle, disait Eric Hèbert, un autre insoumis emprisonné, elle prend en main les jeunes capables d'indignation et d'élan pour les restituer à la société châtrés de toute révolte ». L'Etat n'a que faire de ces « énergumènes » qui s'offrent le luxe d'avoir des états d'âme et autres problèmes de conscience. De droite ou de gauche, sa seule réponse est la répression.

Il faut être vigilant, et à ce jour être vigilant c'est faire connaître le sort réservé à Bruno Guilloire ; c'est dénoncer l'atteinte à sa dignité d'homme et à la liberté d'opinion, qui sont inscrites dans notre Constitution (art. 19).

La région où réside Bruno s'émue de plus en plus et est informée au travers de tracts, d'affiches, de Laon à Soisson, et la presse régionale. Les pétitions parviennent régulièrement au comité de soutien, les élus locaux sont harcelés. Un recours en grâce sera déposé auprès du président de la République par maître De Félice, l'avocat de Bruno. Dans ce cas, il est évident que plus la mobilisation et les soutiens seront forts, plus le gouvernement sera sensible à cette requête.

C'est avec la Fédération anarchiste, avec Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme, que nous exigeons la libération de notre compagnon anarchiste.

P. L.

Adresse de Bruno Guilloire :  
n° 14 941 405 C, maison d'arrêt,  
BP 3005, 80030 Amiens cedex.

Adresse du comité de soutien :  
Comité de soutien à Bruno Guilloire, 19,  
avenue de Vincennes, Vorges, 02860  
Brugères-et-Montberault.

## SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Dans le monde : Elections en Pologne, Editorial.
- PAGE 4, Les luttes : Le SUD en lutte, Grèves aux impôts, Grèves dans les crèches, « Moutons noirs » à la FEN, En bref, Communiqué.
- PAGE 5, Société : Squatt à Rennes, Le SCALP de Lyon, Congrès de la Ligue des droits de l'homme, « Justice ».
- PAGES 6 ET 7 : La situation en Chine, Communiqué.
- PAGE 8, Informations internationales : Canada.
- PAGE 9, Dans le monde : Espagne, Iran, Belgique.
- PAGE 10, Arguments : L'éducation libertaire.
- PAGE 11, Expressions : Note de lecture, Bandes dessinées, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Dessin de la semaine.
- PAGE 12, Politique : Les européennes, Bruno Guilloire, prisonnier politique en 1989.